

DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2017  
Perspectives 2018

N° 486  
18 €

# Économie de l'élevage



## Redressement des marchés en 2017. Équilibre précaire en 2018.

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Léger redressement de la collecte mais nouveau recul de l'excédent commercial
- PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS - Le reflux de la collecte redresse les cours
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2017
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Inversion de tendances

## LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

### RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : CHOTTEAU Philippe, PECHUZAL Yannick, RICHARD Mélanie, RUBIN Benoît, YOU Gérard  
Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, BERCHOUX Alice, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, PIERRE Patrice.

CNIEL : ROUYER Benoît.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Les données et l'expertise de l'AFOCG ont été mobilisées pour les exploitations bio (page 21).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



### CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

• **Inosys Réseaux d'élevage** : ABGRALL Nadine (CRAB), ALBERT Marcel (CA 57), BARREAUD Dominique (AFOCG), BAUP Jean-Claude (CA 32), BERNAT Audrey (CA 01), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15), BROSSILLON Vincent (CRAPDL), BRUNETSébastien (CA 47), BUREL Séverine (CA 76), CASSEZ Matthieu (CIA 25-90), CASTELLAN Elisabeth (CA 59-62), CHAZAL Béatrice (CA 01), CHEMIN Anthony (CA 80), COTILLON Ludovic (CA 79), COUEFFE Daniel (CA 52), DÉJEAN Olivier (CA 24), DELARUE Estelle (CA 15), DUBOS Virginie (CA 60), DURAND Martine (CA 23), EVRAIN Pierre (CA 63), FAURE Laure-Gaëtane (CA 64), FERRE Pascal (CA 14), FOLLET Denis (CRAB), FOS Laurence (CA 14), GABORIAU Laurent (CA 85), GARREAU Fabien (CA 72), GARNIER Cédric (CA 27), GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GEORGEL Rémi (CA 88), GERVAIS Florine (CA 61), GOISET Cécile (CA 08), HUCHON Jean-Claude (CA 44), JACQUEMIN Lionel (CA 05), JULIAC Sébastien (CA 02), LACOUR Clémentine (CA 63), LAGELOUZE Christophe

(CA 40), LAURES Valentine (CA 39), LEGAY Aurélien (CA 19), LOIZON Céline (OCL 37), LOUBAT Patricia (CA 48), MARTIN Pascale (CA 65), MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17), MESOT Fanny (CA 55), MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42), MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53), MOULIN Christian (CA 51), NAEL Elsa (GAB 44), PIOCHE Marie-Christine (CA 70), RECOPE Christelle (CA 60), ROCHE Claude (CA 43), SABATTE Nathalie (CA 73-74), SCHOEFFEL Jean-Claude (CA 46), SERVANS Camille (CRAPDL), SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CA 50), THIOU Pascal (OCL 37), TIRARD Sophie (CRAB), VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41), VUATTOUX Julia (CA 61), ZSITKO Jean-Marc (CA 54).

• **Institut de l'Élevage** : BELOT Pierre-Emmanuel, BERCHOUX Alice, CHARROIN Thierry, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, PIERRE Patrice

### FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale de l'Élevage.

# Redressement des marchés en 2017. Équilibre précaire en 2018

2017 marque la fin de deux ans de crise sévère pour les producteurs laitiers français. Le redressement significatif du prix du lait, couplé à une bonne année fourragère et un retour à la normale des rendements des grandes cultures, a permis un rebond de la collecte au 2<sup>nd</sup> semestre et une nette amélioration des revenus des éleveurs. Mais une année de bons résultats ne suffira pas à redresser la situation financière critique dans laquelle se trouvent bon nombre d'exploitations. La situation est toutefois hétérogène en Europe, où les Irlandais et les Néerlandais (mais également les Polonais) ont engrangé l'an passé de très bons revenus. Cela les a poussés à poursuivre leur expansion, même aux dépens de leurs engagements environnementaux...

Malgré une collecte annuelle légèrement supérieure à celle de 2016 et une nouvelle érosion de la consommation intérieure, la France n'est pas parvenue à maintenir son excédent commercial laitier qui a reculé pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive. Les exportations ont nettement progressé vers les pays tiers mais les importations en provenance des autres pays membres de l'UE ont bondi, notamment pour combler un déficit croissant en matières grasses mais également en fromages ingrédients et frais.

L'année aura été marquée par une déconnexion toujours plus nette entre le marché du beurre, très tendu grâce à une demande dynamique, et celui de la protéine laitière, plombé par les stocks abondants de poudre maigre à l'intervention. Cette situation inédite, qui semble s'installer dans le temps, complique la valorisation du lait et l'adaptation aux besoins des marchés par les transformateurs.

L'Union européenne a confirmé le rôle clef qu'elle tient depuis le démantèlement des quotas dans l'équilibre des marchés laitiers mondiaux. Le net ralentissement de sa collecte fin 2016 a largement contribué au redressement du prix du lait. Le rebond de la collecte en 2017 dans presque tous les États membres, a détendu le marché du beurre en fin d'année et plombé encore davantage celui des protéines, même si une grande part du supplément de lait a été transformé en fromages dont la demande mondiale reste très dynamique.

En 2018, l'ampleur de la croissance de la production européenne et les choix de la Commission européenne en matière de commercialisation des stocks d'intervention auront un impact majeur sur les cours des produits laitiers et le prix du lait, alors que la production océanienne reste limitée par des aléas climatiques en cet automne austral.

## SOMMAIRE

### **2/** LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

Conditions de production, offre,  
demande, prix... tous les événements  
qui ont marqué l'année

### **6/** PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Léger redressement de la collecte  
mais nouveau recul de l'excédent commercial

### **12/** LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait de montagnes et piémonts du Sud
- Lait bio de plaine

### **22/** PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Le rebond de la collecte UE détend le marché  
du beurre et plombe celui des protéines

### **32/** L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2017

### **36/** LES PRÉVISIONS 2018

Production européenne relancée

1

# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

## HIVER



### Collecte française très ralentie

En répercussion de la piètre production fourragère de l'automne (stocks faibles et de mauvaise qualité, entrée en lactation dans de mauvaises conditions) et du manque de trésorerie pour acheter des compléments.



### Recul de collecte encore plus marqué en Bio

La mauvaise année fourragère 2016 a impacté encore davantage les exploitations en agriculture biologique, généralement très herbagères, fin 2016 et début 2017.

## PRINTEMPS



### Mise à l'herbe précoce contrariée par le froid ou/et le sec

La douceur des températures a, dans de nombreuses régions, permis une mise à l'herbe précoce. Mais un coup de froid tardif et/ou un important déficit pluviométrique ont pénalisé la période de plein pâturage et le rendement des premières récoltes d'herbe.



### Rebond de la collecte européenne

Dès le printemps, la collecte laitière européenne est repassée au-dessus de celle de 2016 enregistrant un nouveau record.

1

## LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2017

### ÉTÉ



#### Retour à la « normale » pour les grandes cultures

Dans la plupart des régions les rendements sont revenus dans la moyenne décennale et la qualité des grains bien supérieure à celle de 2016. Mais au gré des épisodes orageux, les rendements d'herbe comme de maïs ont été très hétérogènes y compris entre voisins.



#### Nouvelle flambée des cours du beurre

Déjà record fin 2016, les cours du beurre sont montés en flèche au printemps, pour atteindre à l'été des niveaux sans commune mesure avec les records passés : près du double de la moyenne 2011-2016 aussi bien sur le marché spot français qu'à l'export sur pays tiers.



#### Déconnexion inédite des cours des matières grasses et des matières protéiques

Pour la première fois, les cours des protéines et ceux des matières grasses laitières ont évolué de façon totalement opposée : au plus haut pour le beurre, au plus bas pour les protéines, compliquant l'équation de valorisation pour les transformateurs laitiers.



## Fermeture de l'intervention

Comme le prévoient les textes de l'OCM Lait, l'intervention a été fermée au 30 septembre jusqu'au 28 février éliminant tout filet de sécurité sur les prix. Fin 2017, les stocks publics dépassent 378 000 t de poudre maigre âgée pour la plupart de plus de 2 ans, et la Commission ne parvient pas à les écouler.

# AUTOMNE



## Des bilans fourragers équilibrés

Globalement la récolte de maïs ensilage est bonne, voire très bonne. Les températures clémentes ont permis de prolonger la saison de pâturage et de faire des fauches tardives. La plupart des bilans fourragers sont équilibrés et de bonne qualité laissant augurer un hiver propice à la production de lait.



## Pénurie apparente de beurre

Face au refus des GMS de réévaluer les prix du beurre payés à leurs fournisseurs, les tensions sont montées entre transformateurs laitiers et distributeurs conduisant à quelques ruptures d'approvisionnement. Craignant de manquer, les Français ont dévalisé les rayons et ont alimenté l'impression de pénurie.



## Redressement tardif de la collecte française

Comme en Allemagne, la collecte française ne s'est redressée qu'à l'automne, plus tardivement que dans la plupart des autres grands Etats laitiers européens. Le redressement est la somme de dynamiques territoriales de plus en plus contrastées.

## Décrochage des cours

Face à une offre un peu plus étoffée, les cours du beurre ont décroché à l'automne alors que ceux des protéines ont continué de s'effriter.

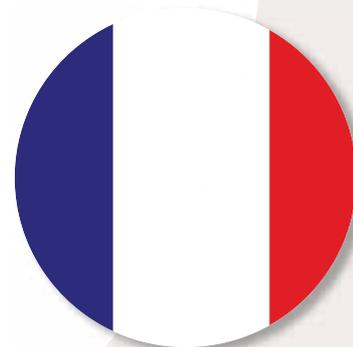
# 2

## PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

### Léger redressement de la collecte mais nouveau recul de l'excédent commercial

Après deux années de crise, 2017 marque une amélioration pour les éleveurs français. Le prix du lait s'est redressé et si la collecte du 1<sup>er</sup> semestre a souffert de la mauvaise année fourragère 2016 et des difficultés de trésorerie des exploitations, elle s'est redressée ensuite grâce à des conditions météorologiques et économiques plus favorables.

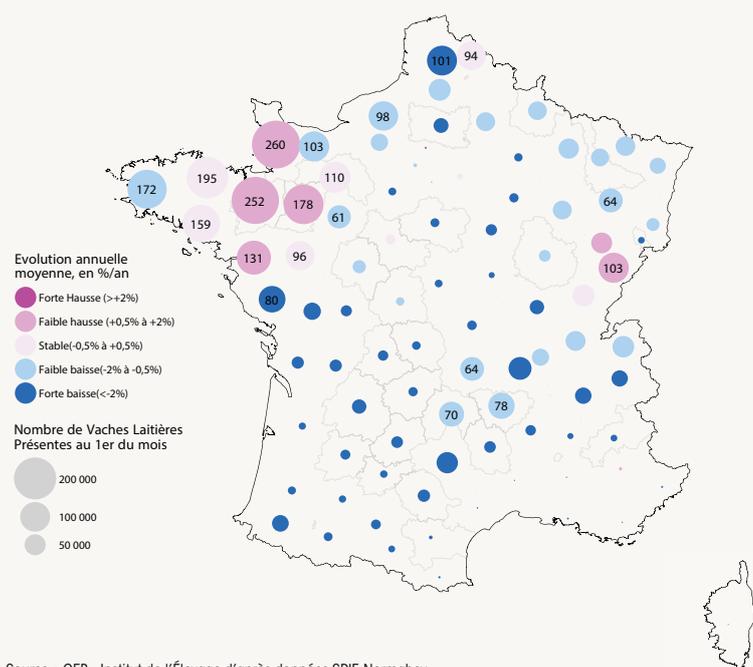
Malgré une collecte en légère hausse, les fabrications de produits frais et d'ingrédients, notamment beurre et poudre maigre, sont restées en recul, les industriels ayant privilégié les fromages, les crèmes et les poudres de lait infantiles. La consommation est demeurée déprimée, mais cela n'a pas empêché une nouvelle dégradation de l'excédent commercial laitier français, notamment en raison du doublement du déficit en matière grasse.



**+42 €/1000 l**

**C'est la hausse du prix du lait moyen payé aux éleveurs par rapport au bas niveau de 2016.**

### CHEPTTEL DÉPARTEMENTAL LAITIÈRE ET ÉVOLUTION ANNUELLE - 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev. Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

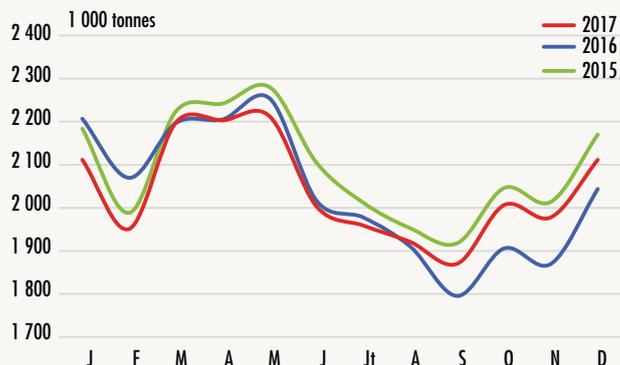
### Nouvelle décapitalisation et concentration accrue du cheptel

Le nombre de vaches laitières a reculé en 2017 pour la troisième année consécutive. Le repli est resté limité jusqu'à l'automne avant de s'amplifier en fin d'année. Le taux de réforme a légèrement reculé par rapport à 2016 (24%), mais les entrées en production de génisses ont été nettement moins nombreuses. À 3,75 millions de têtes au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le cheptel compte 32 000 têtes de moins que début 2017 (-0,8%) et 70 000 de moins qu'au pic de janvier 2015 (-1,8%).

Le cheptel se concentre toujours davantage dans les bassins laitiers les plus denses et ceux où le lait est particulièrement bien valorisé. La baisse des effectifs d'un an sur l'autre est en effet très marquée dans le **Sud-Ouest** (-5%), le **Sud-Est** (-2,2%) et en **Charentes-Poitou** (-2,0%) où le tissu laitier est très souvent distendu. Le repli est sensible également en **Auvergne-Limousin** (-1,6%) où la collecte peine à se redresser après la forte baisse de 2016. Il est plus modeste dans le **Nord-Picardie** (-0,9%) et le **Grand-Est** (-0,8%), avec une légère progression en Franche-Comté (+0,1%) portée par le dynamisme des AOP. Parallèlement, le cheptel s'est maintenu en **Normandie** et a légèrement progressé dans le **Grand-Ouest** (+0,4%). Dans ces deux bassins dynamiques, la collecte hivernale a ainsi légèrement dépassé son record de 2015.

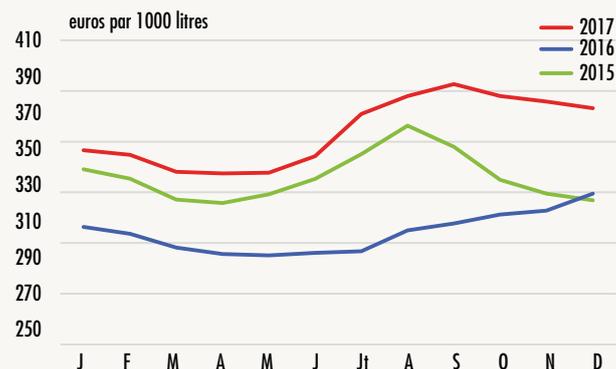
## COLLECTE ET PRIX 2017

### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après Eurostat

### ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

### PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE DANS LES BASSINS LAITIERS ET ÉVOLUTION N/N-1



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

**Médiocre année fourragère et difficultés économiques des éleveurs ont pénalisé la collecte de début d'année qui ne s'est redressée que tardivement. Le prix du lait français a nettement progressé, bien que moins nettement que dans les pays où il est plus volatil.**

#### Redressement tardif de la collecte

À 24,6 millions de tonnes, la collecte laitière française dépasse légèrement son niveau 2016 (+0,3% et même 0,6% une fois corrigé l'effet année bissextile) mais il demeure inférieur de 2,5% (-611 000 t) au volume record de 2015. En net retrait en début d'année (-3,5% /2016 sur janvier-février, effet année bissextile neutralisé) et toujours ralenti jusqu'en juillet, elle a amorcé un redressement en août retrouvant au 4<sup>ème</sup> trimestre son bon niveau 2014 (+4,5% par rapport au bas niveau de 2016) sans toutefois égaler le record de fin 2015.

La production du 1<sup>er</sup> semestre a souffert des mauvaises conditions climatiques de l'automne 2016 et de la situation financière très dégradée des exploitations. Les vaches ont démarré leur lactation dans de mauvaises conditions et l'alimentation hivernale a été limitée et de piètre qualité sans que les éleveurs aient la trésorerie pour compléter convenablement. La mise à l'herbe précoce grâce à la douceur des températures printanières a permis un début de redressement... rapidement contrarié par un coup de froid tardif fin avril et/ou un déficit de pluviométrie.

Le rétablissement de la collecte a véritablement démarré en toute fin d'été. Non seulement les prix du lait ont connu une augmentation sensible durant l'été mais l'arrière-saison a été très favorable à la pousse de l'herbe. En outre, les récoltes de maïs ont été bonnes en quantité comme en qualité permettant de soutenir la production hivernale.

#### Rendement et taux protéique en hausse

Après la chute de 2016 (-2,5% /2015), le rendement apparent national s'est partiellement redressé en 2017 :+0,9% à 6 400 l/VL. Il demeure toutefois inférieur aux niveaux de 2014 et 2015 qui dépassaient 6 500 l/VL et les évolutions sont très contrastées d'une région à l'autre. Le lait de 2017 a été légèrement moins riche en matière grasse (-0,06 g/l à 41,27) mais sensiblement plus riche en protéines qu'en 2016 (+0,27 g/l à 33,45), à contrecourant de l'évolution de la demande.

#### Hausse du prix du lait

Le prix du lait s'est redressé en 2017 après deux années de forte baisse. À 334 €/1 000 l en moyenne sur l'année pour le lait standard (38-32), il a gagné 40 €/2016 (+14%). Il termine l'année à son meilleur niveau depuis 2014.

La hausse est moins marquée que chez nos voisins européens où la baisse avait aussi été beaucoup plus forte en 2016. Ainsi, en 2017, le prix moyen annuel français est équivalent au prix allemand (ramené au standard 38-32) alors qu'il affichait 47 €/1 000 l de plus en 2016.

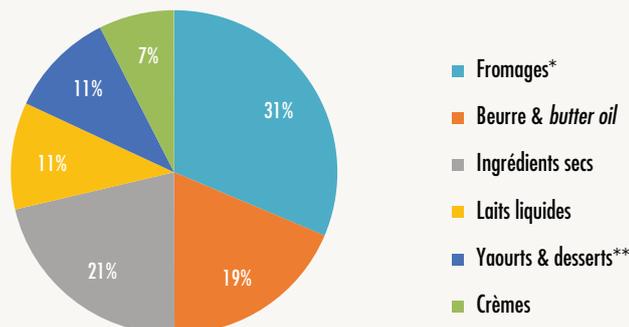
Le prix du lait calculé pour une valorisation beurre et poudre maigre qui reculait en début d'année s'est redressé à la fin du printemps jusqu'à 335 €/1 000 l sur le marché mondial et 350 €/1 000 l sur le marché européen en fin d'été avant de fléchir au 4<sup>ème</sup> trimestre. En moyenne annuelle, il a progressé de plus de 30% /2016 retrouvant son niveau de 2014 à 311 €/1 000 l sur le marché européen et 303 €/1 000 l sur le marché mondial.

Les écarts de prix du lait entre laiteries se sont plutôt tassés. Les laiteries les plus exposées au marché des ingrédients laitiers ou produisant des produits peu différenciés qui avaient le plus réduit leur prix en 2015 et 2016 sont généralement celles où les hausses ont été les plus nettes en 2017. Les PME positionnées sur les PGC ont moins augmenté leur prix, d'autant moins qu'elles sont positionnées sur les ultra-frais. Selon l'observatoire de la revue *L'Éleveur laitier*, le prix moyen 2017 pour un lait standard de très bonne qualité s'est échelonné entre 316 et 359 €/1 000 l, l'essentiel des entreprises se situant entre 325 et 340 €/1 000 l.

## 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

### COLLECTE ET FABRICATIONS 2017

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2017)

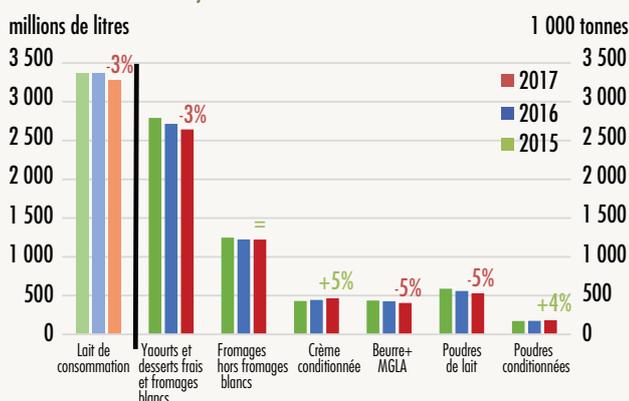


\* hors fromages blancs

\*\* y compris fromages blancs

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Eurostat et CNIEL

### FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le manque de disponibilité puis la situation inédite sur les marchés des commodités ont obligé les transformateurs à arbitrer. Fromages, crème et lait infantile ont été privilégiés au détriment des produits frais et des ingrédients.

#### Toujours moins de produits frais

Les transformateurs ont arbitré à la baisse sur les fabrications de produits frais face au recul de la demande domestique. Les fabrications de laits conditionnés se sont redressées en fin d'année mais affichent -3%/2016. Celles de yaourts et de fromages blancs ont reculé d'autant alors que celles de desserts lactés frais se sont à peine maintenues.

#### Plus de crème mais moins de beurre

Les fabrications de crème de consommation ont progressé (+5%/2016) profitant d'une hausse des importations de crème vrac (+28%). Le dynamisme a concerné les crèmes UHT (+7%) et les crèmes fraîches entières (+7%). Les industriels ont arbitré en défaveur du beurre, dont les fabrications ont reculé (-3%), et plus encore aux dépens des MGLA (matières grasses laitières anhydres, -16%).

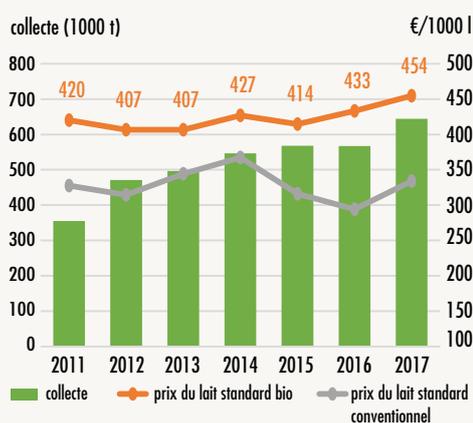
#### Maintien des fabrications fromagères

Les fabrications de fromages (hors fromage blanc) se sont maintenues à 1 254 000 t. Les fromages à pâtes filées type mozzarella confirment leur dynamisme (+3%/2016) et les fabrications de pâtes persillées (+2%) et pâtes pressées cuites (+2%) ont également progressé au détriment des pâtes molles (-1%), des pâtes pressées non cuites (-1,5%) et des fromages frais (-3%).

#### Moins d'ingrédients secs

Déjà ralenties au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, les fabrications de poudre maigre ont encore chuté de 7,3% sur l'année 2017 enregistrant leur plus faible niveau depuis 2013. Au contraire, les fabrications de caséines ont bondi de 24%/2016, celles de poudre grasse ont légèrement progressé et le conditionnement de poudres infantiles est resté très dynamique (+6,7%/2016 à 141 000 t) pour alimenter une demande toujours vive à l'export.

### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

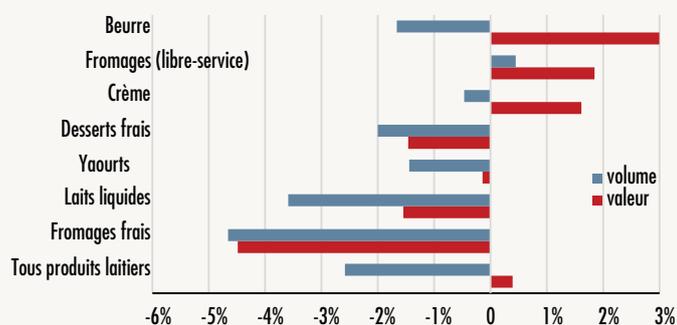
### Boom de la collecte bio fin 2017

Les effets du boom de conversions initié en 2015 ont commencé à se faire sentir fin 2017. Le nombre d'exploitations livrant du lait bio a grimpé de 2 315 en août à 2 760 en décembre. Très ralentie début 2017 suite à la mauvaise production fourragère 2016, la collecte a rebondi plus tôt et plus nettement que celle de lait conventionnel. Avec les meilleures conditions fourragères fin 2017 et l'achèvement de la conversion de nombreux éleveurs, elle a bondi de 41%/2016 et 25%/2015 au 4<sup>ème</sup> trimestre. Sur l'année, elle a progressé de 14% (+77 000 t) à 644 000 t soit 2,6% du lait de vache collecté en France. Elle est attendue en très forte hausse en 2018 compte tenu des nombreuses conversions initiées en 2016.

Le dynamisme de la demande de produits laitiers bio ne se dément pas. Les achats des ménages ont encore sensiblement progressé en volume et en valeur, sauf pour les laits conditionnés dont les achats ont été pénalisés par la forte baisse des fabrications en début d'année, utilisées comme variable d'ajustement face au manque de lait. Toutefois, déjà haussier en 2016, le prix du lait bio a moins progressé en 2017 que celui du lait conventionnel. Il affiche une hausse de 4,9%/2016 en composition standard 38-32 (454 €/1 000 l) et de 2,8% en composition réelle (470 €/1 000 l). Il se situe ainsi 117 €/1 000 l au-dessus du prix conventionnel (+33%) en moyenne annuelle 2017.

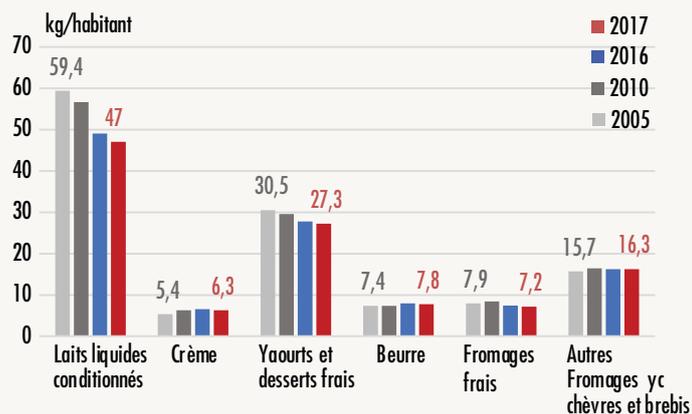
## CONSOMMATION 2017

### ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS (%/2016)

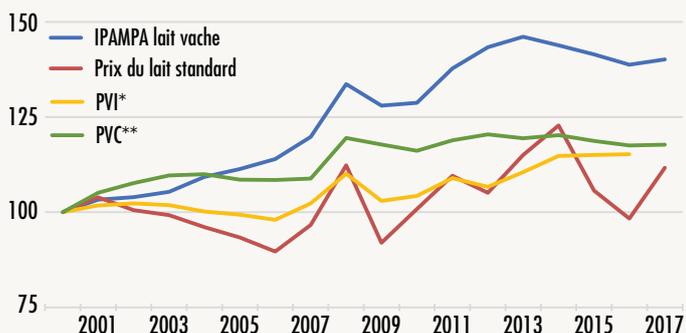


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

### ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer



\*PVI = Prix de Vente Industriel INSEE

\*\*PVC = Prix de Vente aux Consommateurs INSEE

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

**La demande française est restée morose en 2017. Les achats de produits laitiers des ménages se sont maintenus en valeur mais ont reculé en volume et la consommation individuelle apparente a diminué pour toutes les grandes catégories de produits à l'exception des fromages.**

**Nouvelle baisse des achats des ménages, même si matières grasses et fromages résistent**

Malgré une embellie en fin d'année, les volumes de produits laitiers vendus en GMS (y compris *hard discount* et *drive*) ont reculé en 2017 (-3% /2016), d'après les données IRI. Les ménages ont toutefois maintenu leurs dépenses compte tenu de la hausse moyenne des prix de vente (+3% /2016).

Le repli des achats de laits liquides est marqué (-4% /2016 en volume), même ceux de laits spéciaux s'étant tout juste maintenus. Malgré des hausses de prix très limitées, le lent déclin des achats d'ultra-frais amorcé en 2011 s'est également poursuivi (-3% /2016 en volume) : -5% pour les fromages frais, -2% pour les desserts lactés frais et pour les laits fermentés.

Les achats de matières grasses ont mieux résisté. Ceux de crème se sont quasiment maintenus en volume grâce à des ventes dynamiques au 2<sup>nd</sup> semestre et ceux de beurre n'ont que faiblement reculé en volume (-1,4% /2016) malgré la forte hausse des prix au détail (+9%). Les tendances lourdes sont prolongées : érosion du beurre doux, stabilité du beurre salé, déclin du format plaquette, essor du format beurrier.

Les ventes de fromages sont les seules à progresser légèrement en volume, (+0,4%) et enregistrent une hausse de 2% en valeur. Les pâtes pressées non cuites (raclette en tête) sont les plus dynamiques (+6%), loin devant les chèvres et les pâtes pressées cuites (+1%). À l'inverse, le déclin des ventes de pâtes molles s'accroît (-4%) tandis que l'érosion des pâtes persillées s'atténue (-1%).

**Poursuite de l'érosion de la consommation individuelle**

D'après nos estimations par bilan, la consommation par habitant de laits liquides a poursuivi son repli en 2017 à 47,2 kg/habitant (-3% /2016). Elle a baissé de 10 kg en 10 ans. De même, la consommation de yaourts et desserts frais, qui culminait à 30,7 kg/hab. en 2007, s'érode depuis, de plus en plus nettement. Elle a encore reculé de 2% en 2016, à 26,7 kg.

La consommation apparente de matières grasses a également flanché : celle de crème a reculé de 2% à 6,2 kg/hab. et celle de beurre a très légèrement baissé à 7,8 kg/hab. (probablement davantage si l'on considère que les entreprises ont plutôt puisé dans leurs stocks fin 2016 et cherché à les reconstituer fin 2017).

La consommation apparente de fromages se tient mieux : celle de fromages frais incluant les fromages blancs a encore reculé à 7,2 kg en 2017 (-3% /2016) mais celle des autres fromages (tous laits confondus) s'est maintenue à 16,3 kg/hab (probablement un peu moins en réalité car les entreprises ont dû reconstituer leur stocks début 2017).

**Haussse de prix limitée et tardive en aval de la filière**

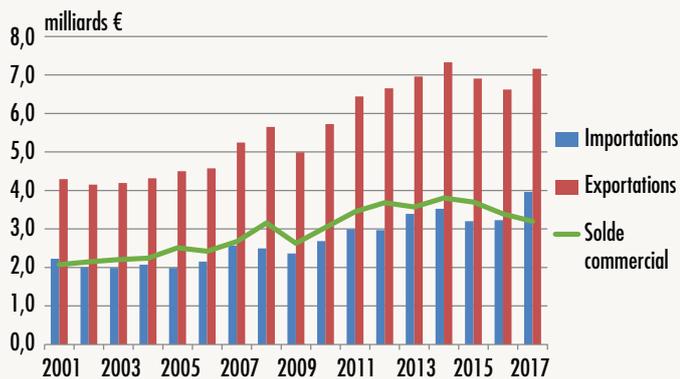
Le prix du lait à la production a progressé de 14% /2016 (+6% /2015) alors que dans le même temps l'IPAMPA a peu évolué (+1% /2016 et -1% /2015). Le redressement de la situation a été favorisé par la flambée des prix de la matière grasse, qui a fini par tirer à la hausse la valorisation en beurre et poudre maigre malgré la dépression sur le marché des protéines, et par la bonne tenue du marché des fromages.

Les prix au stade de gros et de détail n'ont que peu évolué. Les prix au détail n'ont que légèrement augmenté, hormis pour le beurre où la hausse est plus marquée. La hausse a toutefois été plutôt tardive et le refus des distributeurs de revaloriser leurs prix d'achat aux transformateurs a occasionné des tensions durant l'automne et quelques ruptures d'approvisionnement en beurre qui ont incité les consommateurs à constituer des stocks et alimenté le sentiment de pénurie.

## 2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

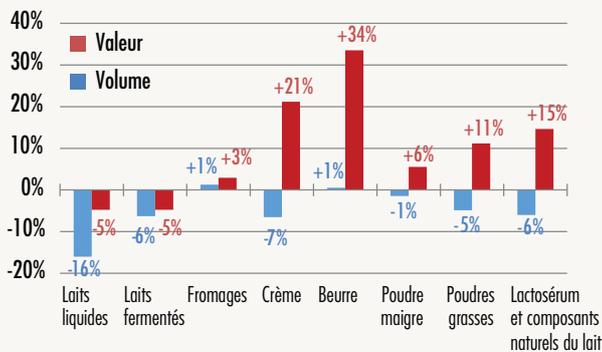
### COMMERCE EXTÉRIEUR 2017

#### COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS LAITIERS EN VALEUR



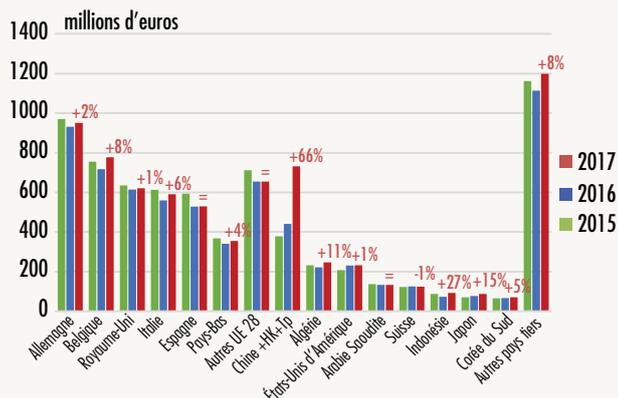
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

#### ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2017 (% SUR 2016)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

#### ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**En 2017, l'excédent commercial laitier français s'est de nouveau dégradé et a encore davantage reposé sur les pays tiers. La France a souffert de l'accroissement de son déficit en matière grasse dont les cours se sont envolés.**

#### Forte dégradation de la balance commerciale avec les pays de l'UE

En 2017, l'excédent commercial français a reculé pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive. À 3,20 milliards €, il affiche une baisse de près de 6% /2016 et enregistre son plus bas niveau depuis 2010.

D'un côté, les exportations ont progressé de 8% à 7,16 milliards €, malgré une baisse en volume de MSU. De l'autre, les importations ont bondi de 3% en volume et de 23% en valeur à 3,96 milliards €, compte tenu des hausses de tarifs, notamment sur la matière grasse.

Le solde commercial a progressé avec les pays tiers, grâce à la nette hausse des exportations (+18% /2016 en valeur), notamment vers la Chine (+66%), l'Indonésie (+27%), le Japon (+15%) et l'Algérie (+11%). Mais cela n'a pas compensé la dégradation du solde avec les pays de l'UE : -57% /2016 à 0,46 milliard €, un niveau historiquement bas. Les exportations y ont progressé en valeur, beaucoup moins que les importations, (+730 millions € ou +23%). 86% de l'excédent commercial repose sur les pays tiers (68% en 2016).

#### Doublement du déficit commercial en matières grasses

En 2017, le solde commercial en laits liquides a reculé de 15% en volume et de 9% en valeur à 208 millions €. Celui du lait conditionné a progressé (+19% en volume et +15% en valeur) malgré la chute des envois vers la Chine (-28% à 54 000 t). Au contraire les exportations nettes de lait vrac ont fortement baissé (-28% en volume et -30% en valeur).

Le solde commercial pour les laits concentrés s'est encore creusé (-20% à -53 millions d'euros). Celui des laits fermentés, largement positif, s'est lui aussi dégradé (-6% à +413 millions €).

En fromages, les exportations ont légèrement progressé : +8 000 t (+1% /2016) et +79 millions € (+3%), y compris vers l'UE mais les importations ont augmenté bien davantage : +17 000 t (+5%) et +173 millions € (+16%). Le solde commercial des fromages s'est ainsi dégradé pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, à 1,51 milliard € (-6% /2016), malgré une progression avec les pays tiers, notamment Japon, Australie et Chine.

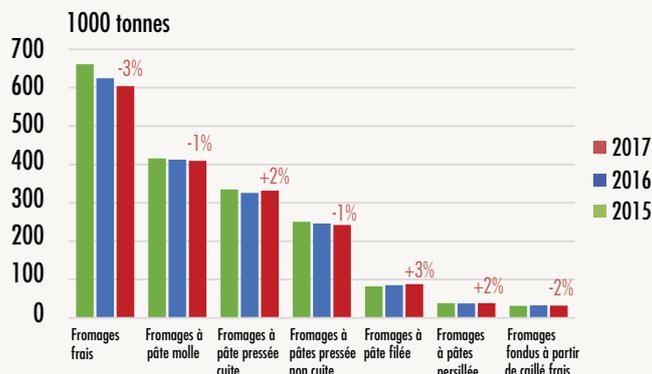
Le commerce extérieur de matières grasses s'est fortement détérioré. Importatrice nette, la France a subi de plein fouet la hausse des cours d'autant que son déficit s'est accru en volume : -37% d'excédent en crème et +98% de déficit en beurre. Le déficit total a plus que doublé à 583 millions €, l'excédent dégagé auprès des pays tiers (433 millions €, +30% /2016) restant loin de compenser le lourd déficit avec l'UE (1,03 milliard €, -65%).

#### Redressement timide de la balance commerciale en ingrédients secs

Les exportations nettes de poudre maigre n'ont pas progressé par rapport au bas niveau de 2016, marqué par les ventes à l'intervention. Seul le léger redressement des cours a permis une progression du solde commercial (+7% à 393 millions €). Même constat pour le solde de poudres grasses (+12% à 166 millions €) et de lactosérum (+8% à 307 millions €). La dynamique est en revanche très nette en poudre de lait infantile : le solde commercial s'est accru de 26% en volume et 30% en valeur (761 millions €), essentiellement grâce au triplement des envois vers la Chine (294 millions €).

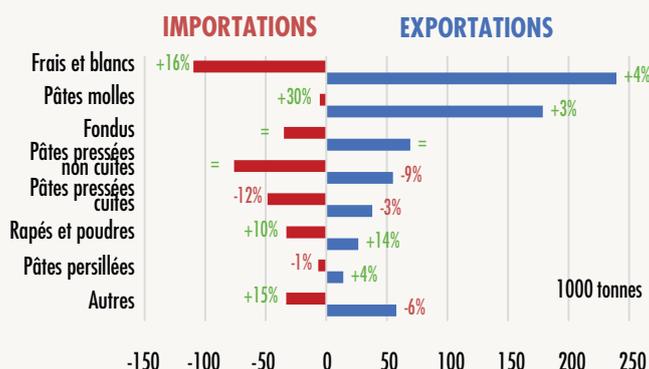
## FROMAGES FRANÇAIS

### ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES ET FROMAGES PAR TYPE



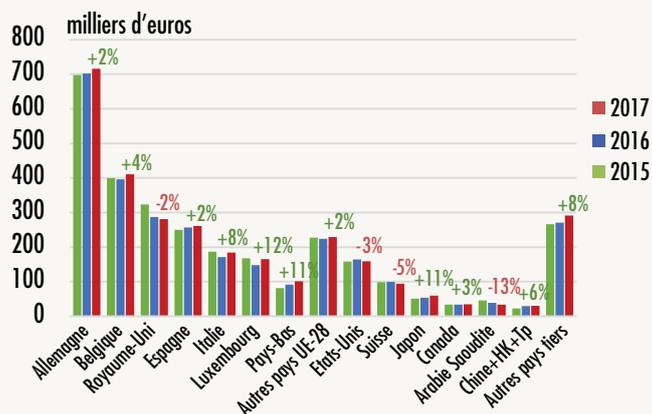
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

### COMMERCE EXTÉRIEUR DES FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE EN 2017 ET ÉVOLUTION (% EN 2016)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

**Le maintien des fabrications de fromages n'a pas suffi à stabiliser l'excédent commercial. Les importations ont grimpé davantage que les exportations.**

#### Maintien des fabrications fromagères

Préservées en début d'année malgré le recul de la collecte, les fabrications de fromages se sont maintenues en 2017 au même niveau qu'un an plus tôt (1 254 000 t). Elles ont de nouveau utilisé 31% de la MSU issue de la collecte française.

Les fabrications de fromages frais se sont encore repliées (-3%). Celles de fromages fondus à partir de caillé frais ont également reculé (-2%). Ces deux catégories ne représentent que respectivement 3 et 2% de la MSU dédiée aux fromages.

Les fabrications de pâtes molles (31% de la MSU dédiée aux fromages) continuent de s'éroder (-1% /2016), pénalisées par une moindre demande. Toutefois, le repli a épargné camembert, brie et coulommiers.

Les fabrications de pâtes pressées non cuites (21% de la MSU dédiée aux fromages) ont reculé de 1,5% malgré la progression de la raclette (3%) qui représente à elle seule le ¼ des volumes.

En revanche, les fabrications de pâtes filées, mozzarella en tête, et de pâtes persillées (6% et 4% de la MSU dédiée aux fromages) ont progressé de 3% et 2%/2016. De même les fabrications de pâtes pressées cuites (33% de la MSU dédiée aux fromages) sont en hausse de 2% grâce au dynamisme de l'emmental (+3%) qui représente les trois quarts des volumes.

#### Nette hausse des importations et nouvelle chute du solde commercial

En 2017, le solde commercial sur les fromages a reculé de 95 millions € (-6% /2016) à 1,51 milliard€. Comme en 2016, il a contribué à hauteur de 47% à l'excédent commercial français.

D'un côté, les exportations ont progressé de 3% à 3,04 milliards €, de l'autre, les importations ont bondi de 13% à 1,53 milliard €, presque exclusivement en provenance de l'UE. La valeur moyenne des fromages importés a progressé de 7% à 4 400 €/t, un niveau à peine en deçà de celui des fromages exportés dont la valeur moyenne n'a augmenté que de 1% à 4 470 €/t : 4 160 €/t au sein de l'UE et 5 990 €/t vers les pays tiers.

Le solde commercial, à 643 millions €, a progressé de 14 millions avec les pays tiers (+2% /2016), mais il a fondu de 109 millions avec l'UE (-11%) à 863 millions €. Avec seulement 23% des exportations de fromages les pays tiers ont contribué pour 43% à l'excédent fromager.

#### Hausse des exportations de pâtes molles

Les pâtes molles ont contribué à près de deux tiers de l'excédent commercial fromager (59% en 2016). Les exportations ont progressé de 3% en volume (179 000 t) et de 4% en valeur à 1,00 milliard €, dont 85% vers l'UE. L'Allemagne, le tiers des volumes, a augmenté ses achats de 3%.

Les 2<sup>ème</sup> contributeurs sont les fromages fondus dont le solde commercial a reculé de 1% à 208 millions € en 2017. Les envois vers les pays tiers ont légèrement baissé et le prix moyen n'a pas évolué par rapport à 2016, mais ils représentent tout de même 46% des recettes, notamment le Japon (9%), l'Arabie Saoudite (6%) et la Chine (5%).

3<sup>ème</sup> contributeur, le solde des échanges de fromages frais (avec la mozzarella) a reculé de 3% à 205 millions d'euros. Les exportations ont certes progressé, +10 000 t (+4%) et +46 million € (+8%) dont près de 46% vers les pays tiers. Mais les importations ont progressé encore davantage (+52 millions €) notamment d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne.

Le solde commercial, structurellement négatif pour les fromages rapés et les pâtes pressées non cuites, s'est encore creusé en 2017. Il est devenu négatif pour les pâtes pressées cuites (-5 millions € contre +67 millions € en 2016).

# 3

## LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

### Inversion de tendances

Après deux années consécutives de baisse et une chute de 70 €/1 000 litres le prix du lait standard a enfin rebondi d'une quarantaine d'euros par 1 000 litres en 2017.

Dans un contexte climatique plus favorable et de charges globalement stables (à l'exception des carburants), les éleveurs laitiers français ont bénéficié d'une conjoncture économique meilleure et de revenus en hausse. Néanmoins cette amélioration est à relativiser au regard des niveaux de revenus extrêmement bas en 2016, et surtout au regard de la situation financière encore critique dans laquelle se trouvent bon nombre d'exploitations. Ainsi, l'amélioration des revenus en 2017, l'indicateur de marge MLC ne permet pas de compenser la dégradation de trésorerie subie en 2015 et 2016.

#### RETOUR SUR L'ANNÉE 2016

##### Amélioration de la qualité du lait et tour de vis sur les charges en 2016

La combinaison d'une nouvelle chute du prix du lait avec des rendements céréaliers exécrables et des prix en baisse pour les grandes cultures nous avaient conduits à estimer des revenus 2016 d'un niveau encore plus bas que ceux de 2015. Un an après, à l'examen des chiffres réels, il convient de constater que la baisse n'a pas atteint l'ampleur prévue. Nous avons par exemple estimé qu'entre 2015 et 2016, les éleveurs spécialisés de plaine verraient leur revenu passer en moyenne de 16 000 €/UMOex à néant. En fait, le revenu moyen s'est maintenu au niveau de 2015 pour les raisons suivantes :

- Un effet échantillon : les 300 fermes laitières du dispositif INOSYS-réseaux d'élevage utilisées pour les estimations de revenus, sont reconnues comme supérieures à la moyenne française, dans leurs résultats techniques et économiques.
- Un effet qualité du lait : alors que le prix de base observé en 2016 connaissait une baisse de 26,20 €/1 000 l par rapport à 2015, la baisse du prix payé s'est limitée sur notre échantillon d'exploitations à 14,60 €/1 000 l. Du fait de la baisse de production et de fourrages meilleurs, la concentration des taux (TB et TP) a permis de compenser environ 9 € de baisse. Un assainissement des cheptels après des années de hausse d'effectifs a également pu améliorer la qualité sanitaire et le prix du lait.

- Un effet volume livré : les projections sur la collecte 2016 tablaient sur un recul de 1,5 %, indice que nous avons appliqué à notre échantillon (même s'il n'y a pas de lien direct entre collecte nationale et livraisons individuelles). La réalité a été moindre puisqu'en moyenne les livraisons des fermes Inosys n'ont baissé que de 0,5 % entre 2015 et 2016.
- Un effet pratiques d'élevage et stratégies : les indices d'évolution des charges (IPAMPA) laissaient présager une légère diminution des charges opérationnelles (-0,7 %) et de structure (-0,6 %). En réalité elles ont davantage baissé, respectivement -6,6 % et -4,3 %, conséquence d'un véritable tour de vis donné par les éleveurs sur de nombreux postes de dépenses (alimentation, mécanisation...)
- Un effet aides conjoncturelles : l'exercice comptable 2016 enregistre aussi le versement de quelques aides conjoncturelles (Calamités, Plan de Soutien à l'Élevage Français, Aides à la réduction de volume, Fond d'Allègement des Charges, Aides de laiteries...), pour certaines liées à l'exercice 2015 mais versées en 2016. En conséquence, le poste aides qui aurait dû baisser en plaine en 2016 (« convergence » des aides PAC) a au contraire connu une augmentation dans la plupart des systèmes.

Ainsi le cumul de ces différents effets a conduit à un maintien du revenu moyen pour les éleveurs de notre échantillon en 2016 et non à la chute prévue l'an passé.

## ESTIMATION DES REVENUS 2017

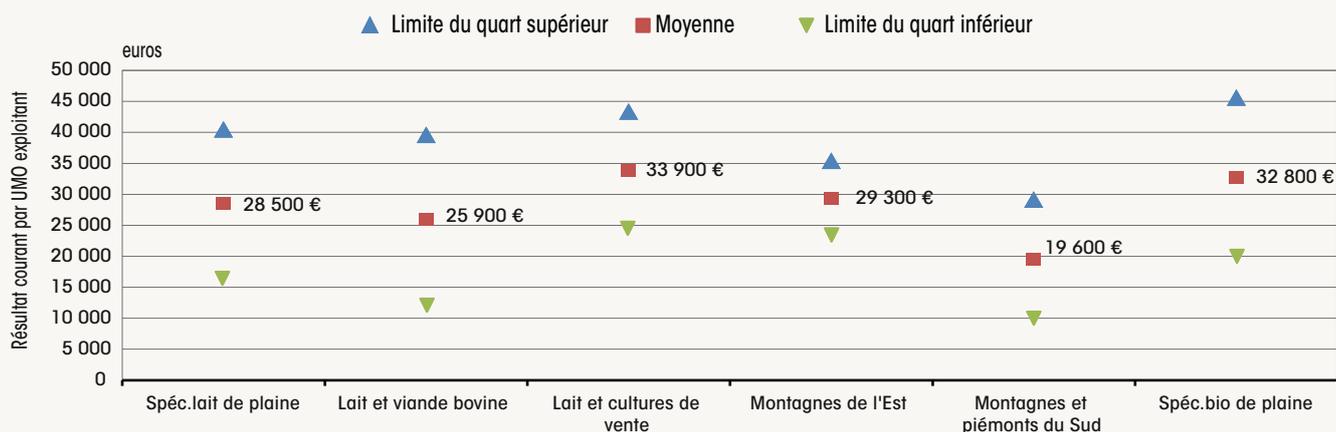
L'ensemble des systèmes laitiers étudiés connaît une hausse de revenu en 2017. Ils bénéficient en tout premier lieu d'une hausse du prix du lait de l'ordre de 38 €/1 000 l en plaine et dans les montagnes et piémonts du sud de la France. Pour les systèmes AOP des montagnes de l'Est et les élevages laitiers bio de plaine, la hausse est plus limitée mais le prix s'inscrit dans la continuité des années précédentes. Autre élément favorable, une météo clémente sur la quasi-totalité de l'Hexagone a permis de retrouver une croissance plus franche des volumes de lait par exploitation. Le produit des cultures a augmenté grâce à des rendements de retour dans la moyenne quinquennale malgré des prix de vente qui fléchissent légèrement. Enfin, la conjoncture de la viande bovine s'est très légèrement améliorée. En revanche, le poste aides est orienté à la baisse, avec la disparition des aides conjoncturelles 2016 et la convergence des DPB qui se poursuit en plaine. Ainsi, l'année 2017 semble bien être l'exacte opposée de 2016. Les résultats sont en hausse avec une amélioration des produits et des charges stables.

Pour les systèmes AOP de l'Est et bio de plaine, la hausse est limitée mais les résultats courants atteignent ou dépassent 30 000 €/UMOex en 2017. Pour les élevages des montagnes et piémonts du sud de

la France, les revenus restent légèrement en deçà des 20 000 €/UMOex malgré une hausse de 6 000 €. En plaine, après une année catastrophique, la combinaison lait-viande-cultures conduit à un redressement des revenus permettant d'atteindre des niveaux supérieurs à 2014. Si cette année-là reste marquée d'une pierre blanche pour la conjoncture laitière, le produit cultures avait été alors fortement pénalisé. Les résultats estimés en 2017 sont aussi à relier aux économies de charges réalisées par les éleveurs en 2016, pour faire face à la crise et qui sont allées bien en deçà de l'indice IPAMPA. Néanmoins certaines économies sont des reports de charges qui ne pourront se perpétuer (entretien du matériel et des bâtiments par exemple) nécessitant tôt ou tard une reprise des dépenses. Si nous avons intégré cette hypothèse dans nos estimations, ces décisions de gestion sont néanmoins très difficiles à modéliser et à quantifier d'autant plus que ces résultats 2017 sont à mettre en relation avec les niveaux extrêmement faibles de ceux de 2015 et 2016. Ainsi, analysée dans un contexte pluriannuel, cette amélioration des revenus 2017 ne permet pas de combler le déficit de trésorerie accumulé durant les deux années antérieures (cf. page 14).

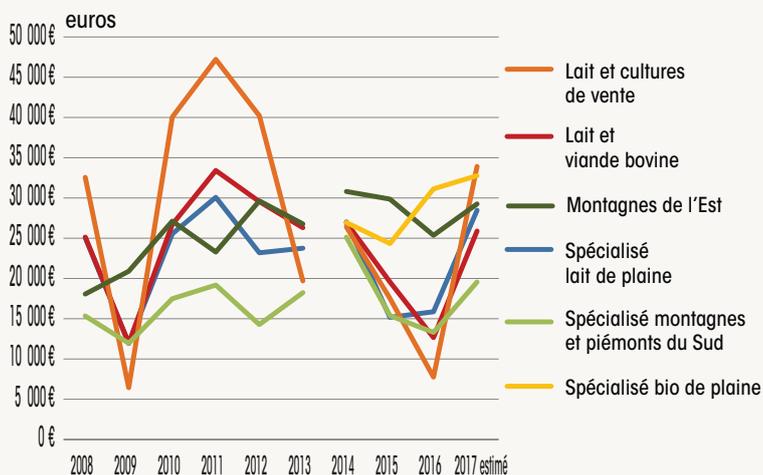
## RÉSULTATS COURANTS 2017

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage bovins laitiers et variabilité intra système en 2017.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage - AFOCG

## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS



La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon  
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage - AFOCG

## ÉVOLUTION DE REVENUS

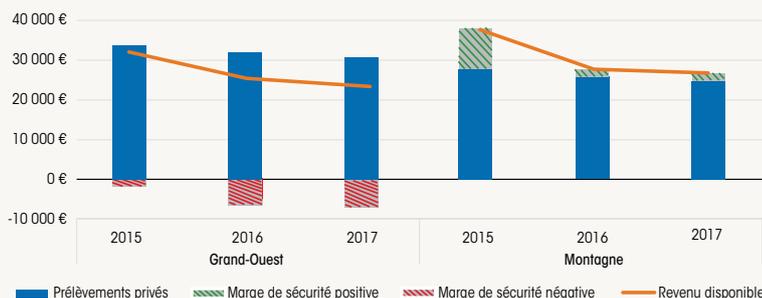
Ce graphique montre l'extrême volatilité des revenus des éleveurs laitiers sur la dernière décennie (à l'exception toutefois des systèmes AOP de l'Est). À cette inconstance s'ajoute une tendance d'évolution à la baisse malgré de fortes augmentations de la productivité de la main-d'œuvre. Ainsi entre les périodes 2007-2008 et 2015-2017, les éleveurs des systèmes laitiers spécialisés de plaine de notre échantillon Inosys ont accru leur livraison annuelle de lait de 134 000 litres par UMOex (+54 %). Ce gain de productivité est nécessairement le fruit d'investissements conséquents, d'une charge financière et de temps de travail nettement en hausse. Mais sur la même période le revenu a chuté de 7 000 € par UMOex (-25 %) pour une moyenne sur les trois dernières années dépassant à peine 20 000 €/UMOex.

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## 38 % D'EXPLOITATIONS EN SITUATION FINANCIÈRE CRITIQUE

### UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLEVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

(Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

### FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'été)



Source : Étude pour la CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

Si les revenus rebondissent en 2017, il n'en demeure pas moins que la détérioration des résultats sur les années précédentes a plongé une majorité d'exploitations de plaine dans une situation financière extrêmement dégradée, en témoignent les données de l'observatoire de la trésorerie et de l'endettement (\*), dont la dernière analyse porte sur des exercices clôturés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017.

(\* Étude pour la CNE «été 15-17», d'après données Afocg, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

#### En plaine, troisième année sans marge de sécurité

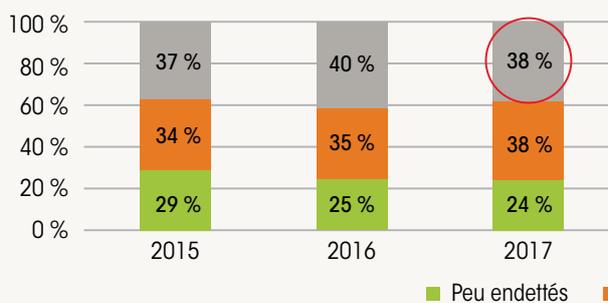
Si, sur ces données comptables observées, on note une tendance à la stabilisation du revenu disponible, il reste bien trop insuffisant en plaine pour faire face aux prélèvements privés et dégager une marge de sécurité. Celle-ci est en moyenne négative pour la troisième année consécutive. Si elle est légèrement positive en montagne, cela est essentiellement dû de faibles prélèvements privés.

#### Appel au refinancement pour atténuer le manque de trésorerie

Depuis 3 ans le niveau des investissements dans le Grand-Ouest a été divisé par 3, mais surtout les montants empruntés y sont supérieurs aux montants investis, ce qui traduit en pratique un refinancement des investissements passés (remboursement des annuités par de nouveaux emprunts) et un financement de la trésorerie. À moyen terme nous assisterons à une déconnexion entre le résultat courant (calculé à partir des amortissements), utilisé pour le calcul des impôts et des cotisations sociales, et le revenu disponible (calculé avec les annuités dont les emprunts de « consolidation »).

### RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS SELON LES GROUPES D'ENDETTEMENT

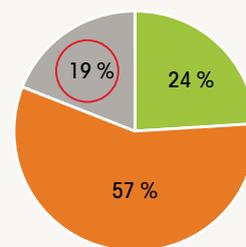
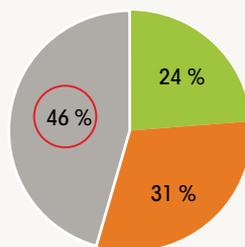
(Clôtures d'été)



### ZOOM PAR ZONES

Grand-Ouest été 2017

Montagne été 2017



#### 46 % d'exploitations en situation financière critique dans le Grand-Ouest

L'accumulation des conjonctures défavorables réduit chaque année la proportion des exploitations peu endettées qui ne représentent plus qu'un quart de l'échantillon. A contrario, la part d'exploitations « endettées à long et moyen terme » (ELMT) atteint 57 % en montagne et les situations financières critiques (TNG nég) touchent une exploitation laitière sur deux du Grand-Ouest. Une seule année de répit ne saurait suffire pour retrouver l'équilibre, loin s'en faut !

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

## BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2017 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2017 ont été réalisées à partir des données de 310 exploitations (301 issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins lait dont 22 élevages bio et 9 transmises par l'Afocg (\*) pour compléter l'échantillon lait bio de plaine). Elles sont réalisées à structures constantes à partir des résultats observés en 2016 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2017. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses et variées : IPAMPA (charges), ARVALIS et AGRESTE (rendements et prix grandes cultures), FAM (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)...

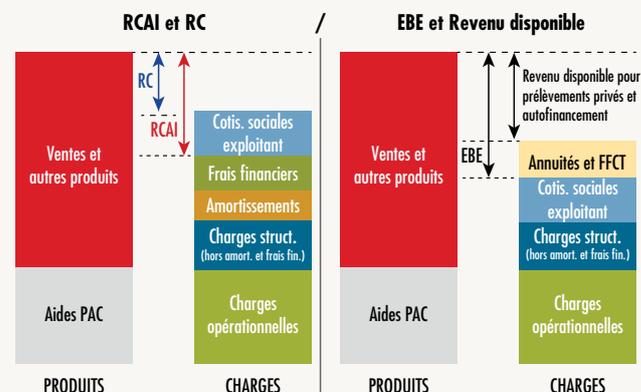
Cette estimation qui porte sur le résultat courant prend en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales calculée sur la moyenne triennale.

(\*) Association de Formation Collective à la Gestion

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-lait.html> -> onglet Réseaux d'élevage



### INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant  
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

## IPAMPA LAIT DE VACHE, LÉGÈRE HAUSSE EN 2017

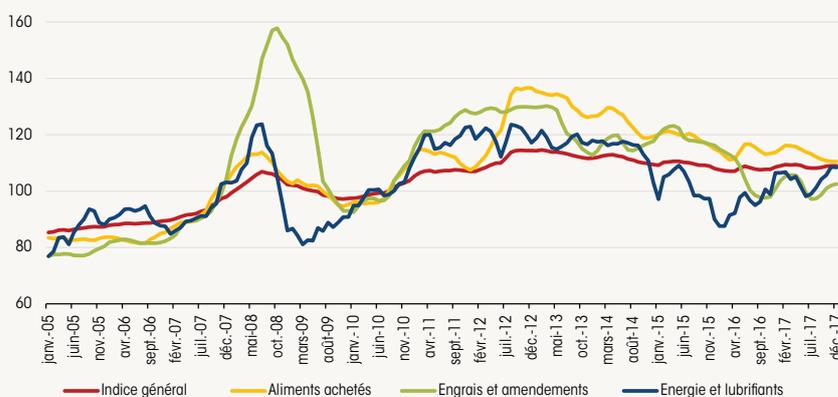
L'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations à structure constante, c'est-à-dire sans tenir compte des investissements lourds et des modifications de systèmes. L'IPAMPA lait de vache mesure l'évolution du prix d'un panier fixe de charges typique des exploitations bovines laitières : il ne prend, par exemple, pas en compte la modulation des apports de concentrés ou des achats de fourrages selon les conditions climatiques et économiques.

Après 3 années de baisse consécutives (2014, 2015 et 2016), l'IPAMPA lait de vache a connu une hausse de 1 % en 2017.

Celle-ci est largement imputable à l'évolution des prix de l'énergie et des lubrifiants (+8,7 % pour l'ensemble du poste qui est très sensible à la hausse des prix des carburants : +16,2 % sur l'année 2017). Dans une moindre mesure, on note aussi une tendance haussière pour les postes liés aux matériels (+1,7 % pour les dépenses d'entretien et +1,8 % pour les prix d'achat) et aux bâtiments.

La baisse des prix de l'aliment (-0,5 %), des engrais et amendements (-3 %), des semences (-1,7 %) et des fournitures pour cultures (-1 %) sont en revanche des évolutions plutôt favorables à la production laitière. On y ajoutera une baisse sensible des frais généraux entre 2016 et 2017 : -0,5 %.

### ÉVOLUTION DE L'IPAMPA LAIT DE VACHE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE

### LEXIQUE

- Marge de sécurité = EBE – annuités LMT – prélèvements privés
- Trésorerie Nette Globale = Disponible + stocks conjoncturels – dettes CT et fournisseurs
- Peu endettés : annuités/EBE < 40 %, dettes totales/actif < 40 %
- Endettés LMT (ELMT) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG positive
- Trésorerie Nette Globale négative (TNG neg) : annuités/EBE > 40 %, dettes totales/actif > 40 %, TNG négative

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

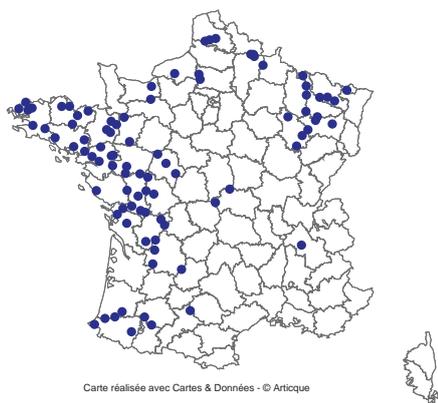
Une embellie relative



## DONNÉES REPÈRES

- 2,12 UMO totales dont 1,77 UMO exploitant
- 108 ha de SAU dont 80 ha de SFP
- 82 vaches laitières / 630 000 litres de lait vendus

## LOCALISATION DES 99 EXPLOITATIONS



Dans les exploitations laitières spécialisées de plaine, le résultat courant estimé pour 2017 est en hausse par rapport à l'année 2016. L'amélioration du prix du lait, combinée à de meilleurs rendements fourragers, permet d'améliorer les résultats de 13 000 €/UMOex.

### Hausse du produit lait

Dans ces exploitations l'essentiel du revenu est assuré par la production laitière, la hausse du prix du lait de 39 €/1 000 l par rapport à l'année 2016 génère une augmentation du produit lait de l'ordre de 16 000 €/UMO exploitant.

### Des conditions favorables aux fourrages et aux cultures

Les résultats des éleveurs laitiers spécialisés de plaine sont également favorisés par une année fourragère globalement bonne dans la plupart des régions à l'exception de certaines zones situées au sud de la Loire où la localisation des orages a conditionné les rendements en maïs ensilage. Les repousses d'herbe à l'automne ont permis aux élevages plus herbagers de prolonger le pâturage avec à la clé des économies sur les stocks fourragers. Enfin, les rendements corrects obtenus sur les céréales ont permis de renforcer le produit cultures.

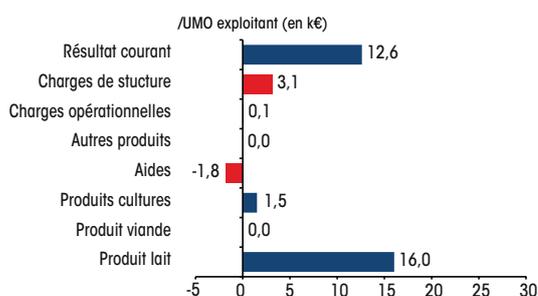
### Une embellie à relativiser

Cette amélioration est néanmoins à relativiser au regard des très faibles résultats des années 2015 et 2016 qui ont amputé les trésoreries de bon nombre d'exploitations avec à la clé également des reports de charges ou d'investissements nécessaires à la pérennisation de l'outil de production. De nombreuses exploitations laitières de l'Ouest (quasiment 1 sur 2 selon l'observatoire CNE de l'endettement et des trésoreries) sont dans une situation financière critique. L'amélioration des résultats 2017 pourrait au mieux stabiliser leur situation mais en aucun cas l'améliorer.

### Une érosion du revenu

Sur longue période, nous constatons une érosion du résultat en dépit des augmentations de volumes. À titre d'exemple, dans les élevages du réseau Inosys Pays de la Loire, sur la période 2010 à 2016, les volumes de lait/UMO ont progressé de 20 % alors que le revenu disponible par UMO s'est érodé de 14 %. Des rémunérations de plus en plus basses, une charge de travail et des risques financiers toujours croissants, pèsent désormais de plus en plus sur l'attractivité du métier et le renouvellement des générations d'éleveurs laitiers.

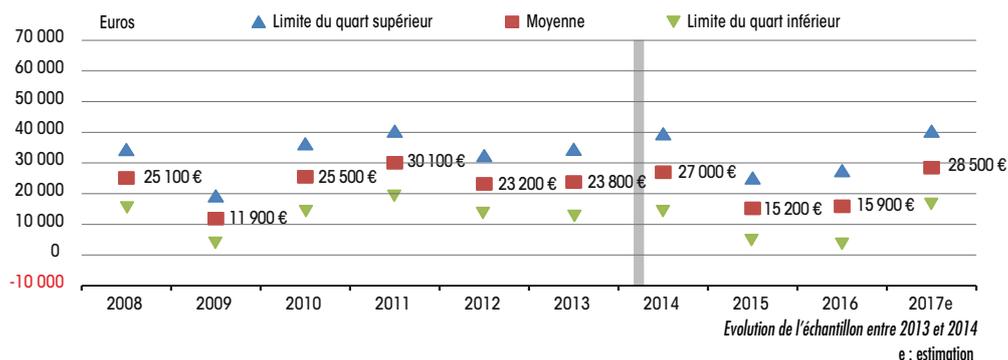
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

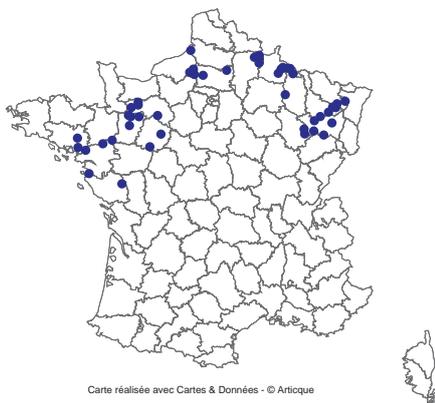
Une année plus favorable



## DONNÉES REPÈRES

- 2,45 UMO totales dont 1,99 UMO exploitant
- 157 ha de SAU dont 128 ha de SFP
- 81 vaches laitières / 586 000 litres de lait vendus
- 72 UGB viande

## LOCALISATION DES 50 EXPLOITATIONS



Après ces deux dernières années de crise, la hausse du prix du lait et les rendements en céréales ont contribué à l'amélioration des revenus.

### Une nette amélioration du produit lait

Cette année a été marquée par un retour du prix du lait à un niveau plus rémunérateur pour les agriculteurs. La hausse de 39 €/1 000 l ainsi qu'une légère augmentation de la quantité livrée (+1,1 %), ont induit un accroissement du produit lait de 13,7 %. Le début de l'année 2017 restait très en retard sur le plan des volumes produits et de la collecte, dans la lignée d'un automne 2016 calamiteux et d'un hiver plombé par la mauvaise qualité des fourrages récoltés en 2016. La campagne fourragère 2017, plus favorable quantitativement et qualitativement a permis aux éleveurs de produire plus de lait sur la fin de l'année en gagnant notamment sur le rendement laitier.

### Une timide augmentation des produits cultures et viandes

Bien qu'une forte variabilité entre les territoires soit observée pour les rendements des grandes cultures, il n'en demeure pas moins que 2017 a été bien meilleure que 2016. Malheureusement, une baisse des prix, de l'ordre de 5 à 10 €/t notamment sur le blé, vient mettre un bémol à l'accroissement du produit cultures. La conjoncture viande bovine a connu une amélioration infime en 2017, pas suffisante pour contribuer à l'amélioration des revenus.

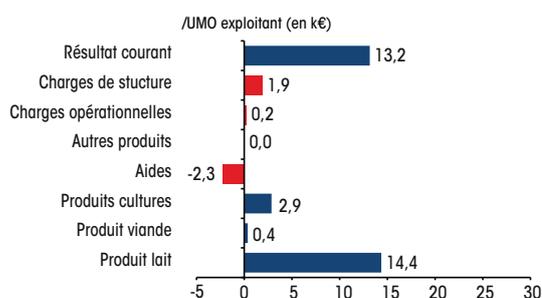
### Moins d'aides et plus de charges

En 2016, les éleveurs avaient pu bénéficier d'aides en soutien à la crise ou pour compenser des aléas climatiques. En 2017 la disparition de ces soutiens combinée à la convergence des DPB réduit le montant des aides. La conjoncture sur les charges opérationnelles reste stable, contrairement aux charges de structure qui augmentent du fait de la hausse du prix des carburants et d'une probable reprise des dépenses d'entretien (matériel et bâtiments) mises entre parenthèses lors des exercices précédents en raison de la crise.

### Des revenus en progression, des trésoreries encore fragiles

Le résultat courant des exploitations a retrouvé le niveau des années 2010-2014 avec une hausse estimée à 15 000 €/UMOex en 2017/2016. Mais si la moyenne atteint 26 000 €/UMOex, un quart des exploitations ont un revenu en dessous de 10 000 €/UMOex. Il faut ajouter à cela des trésoreries exsangues, des niveaux d'endettement élevés et des prélèvements privés réduits et insuffisants. Si 2017 marque un répit, le manque de visibilité à moyen terme sur le prix du lait reste une source d'inquiétude pour les éleveurs.

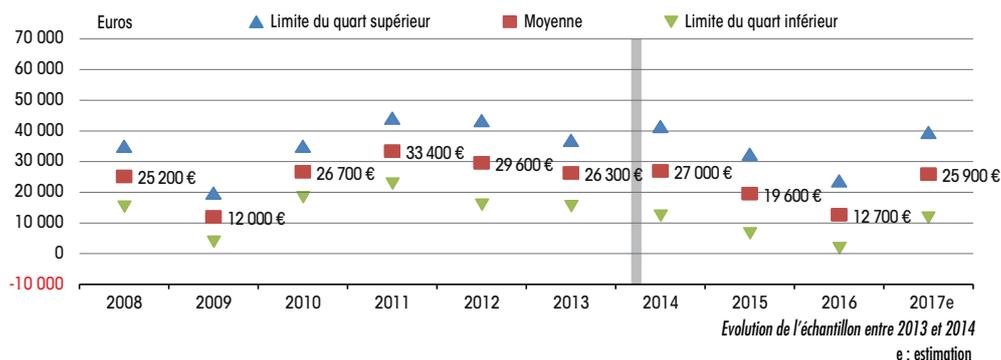
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

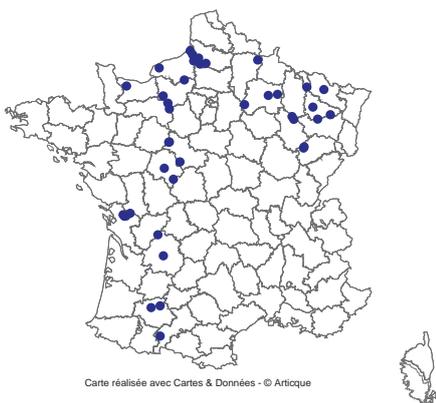
2017 à l'opposé de 2016 en lait et grandes cultures



## DONNÉES REPÈRES

- 2,7 UMO totales dont 2,19 UMO exploitant
- 198 ha de SAU dont 122 de cultures de vente
- 81 vaches laitières / 685 000 litres de lait vendus

## LOCALISATION DES 41 EXPLOITATIONS



Les exploitations de polyculture élevage avaient été sévèrement impactées les deux dernières années, en cumulant des mauvaises conjonctures en lait et en grandes cultures. Pour l'année 2017, la conjoncture laitière s'est éclaircie et les rendements des cultures retrouvent un niveau plus habituel. Ainsi, après une année 2016 catastrophique, on assiste à une remontée des revenus.

### Retour à des rendements habituels

Les exploitations situées dans toutes les grandes zones de polyculture retrouvent un produit culture en forte hausse, avec un retour des rendements à des niveaux plus habituels. Pour les cultures industrielles comme la betterave, il s'agit même d'une excellente campagne (93 tonnes/ha en moyenne au niveau national soit bien au-delà de la moyenne quinquennale). Cependant quelques aléas climatiques (grêle, gel tardif, sécheresse...) ont pu ternir ces bons résultats dans certaines petites régions impactées. Au global, cela se traduit par une hausse du produit cultures de 15 400 €/UMOex dans les exploitations du réseau Inosys.

### Un prix du lait qui remonte enfin...

Après deux années de forte baisse, le prix du lait a connu un rebond en 2017 de l'ordre de 38 €/1 000 l. Le volume progresse aussi sensiblement : + 10 000 l/point de collecte dans les exploitations du réseau INOSYS. Le double effet volume et prix permet enfin une remontée significative du produit lait en 2017 (+ 14 400 €/UMOex).

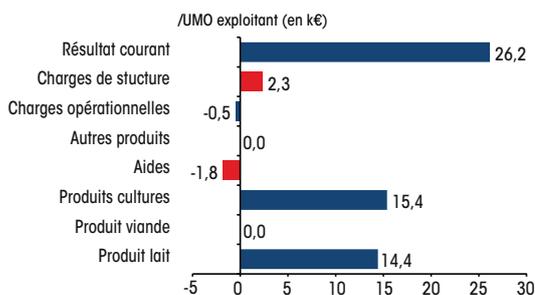
### Des charges qui se maintiennent

Après une année plutôt favorable sur les indices de charges, l'année 2017 voit certains postes repartir à la hausse. Le prix des carburants, qui avait diminué ces dernières années, grimpe à nouveau contribuant à une hausse des charges de structure. En revanche les charges opérationnelles sont en très légère diminution, du fait de tarifs en baisse pour les engrais et les aliments en 2017.

### Un revenu qui retrouve des couleurs

L'année 2016 avait rejoint 2009 au rang des très mauvaises années pour les polyculteurs-éleveurs. Mais si la crise de 2009 fût brève et encadrée d'années bien meilleures, 2016 a fait suite à une longue période de résultats médiocres en 2013, 2014 et 2015. Le revenu s'est certes bien redressé en 2017, mais il faudra bien plus d'une année de conjoncture favorable pour effacer les déficits de revenu et de trésorerie creusés par les exercices précédents et permettre de relancer une dynamique de développement des exploitations en polyculture-élevage.

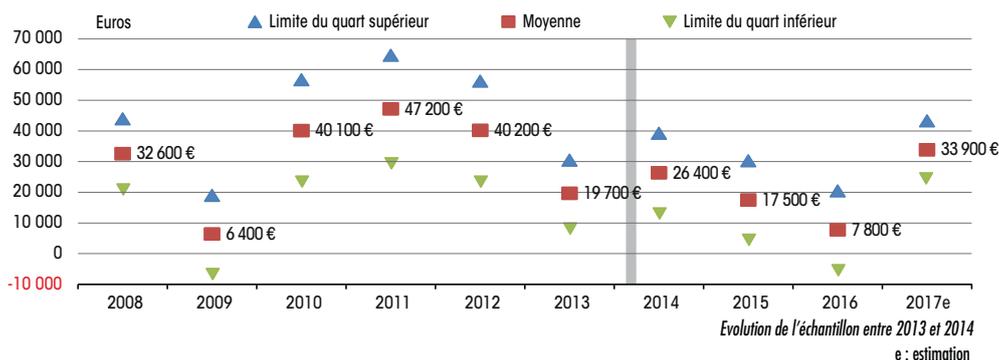
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DE MONTAGNES DE L'EST

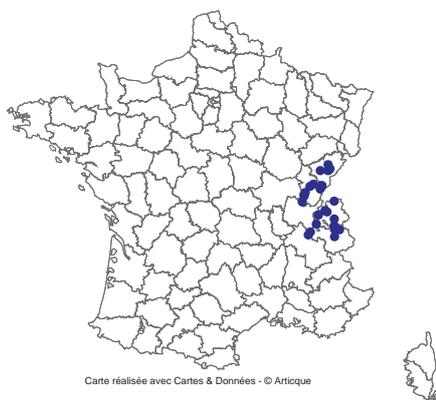
Les AOP soutiennent le produit lait



## DONNÉES REPÈRES

- 2,14 UMO totales dont 2,02 UMO exploitant
- 104 ha de SAU dont 98 ha de SFP
- 64 vaches laitières / 381 000 litres de lait vendus

## LOCALISATION DES 27 EXPLOITATIONS



L'année 2017 a permis de retrouver les niveaux de revenus de 2015 après une année 2016 durant laquelle la production de lait avait été pénalisée par la mauvaise qualité des fourrages et des conditions de pâturage difficiles.

### Valorisation en AOP et IGP

Les exploitations de ce groupe sont situées dans les massifs des Alpes et du Jura et bénéficient d'une très bonne valorisation du lait grâce à un marché dynamique des fromages AOP ou IGP. Le prix du lait poursuit sa progression à un rythme régulier d'environ 5 €/an.

### Une bonne saison fourragère du point de vue qualitatif

2017 se caractérise par une saison de pâturage précoce, durant laquelle l'herbe a toutefois pu manquer sur certaines zones en raison d'une sécheresse printanière assez marquée. Les premières coupes précoces ont été de très bonne qualité et les pluies régulières ont permis de faire plus de regain qu'habituellement. Les bonnes conditions météorologiques d'automne ont permis de faire une 3<sup>ème</sup> coupe et de prolonger la saison de pâturage. De ce fait les stocks fourragers sont globalement suffisants et de très bonne qualité, et la production de lait se redresse après un hiver 2016-2017 particulièrement difficile.

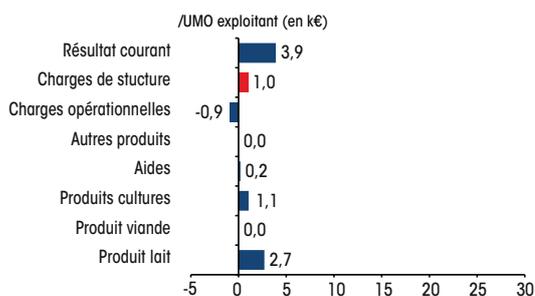
### Redressement marqué du produit lait et maîtrise des charges opérationnelles

En raison de la médiocre qualité des fourrages produits en 2016, la collecte laitière est restée en repli jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Dès la mise à l'herbe, la courbe s'est redressée pour atteindre les niveaux de 2015 à la fin du 1<sup>er</sup> semestre. Le prix du lait ayant augmenté, l'effet est direct sur le produit lait avec +2 700 €/UMOex. De plus, les charges opérationnelles, et notamment les charges d'alimentation, ont retrouvé un niveau habituel, en lien avec la bonne qualité des fourrages récoltés en 2017. Les charges fixes connaissent une très légère augmentation dans le sillage d'un poste carburant en nette évolution (+7,8 %). Enfin, la convergence des aides découplées (DPB) et les mesures en faveur des zones défavorisées conduisent à une petite augmentation des aides PAC qui devrait se poursuivre jusqu'en 2019.

### Un retour aux revenus moyens 2014-2015

La baisse conjoncturelle du revenu observée en 2016 est comblée en 2017. Cela permet de retrouver le niveau de résultat moyen atteint par ces systèmes depuis 2010 qui est très convenable (28 000 €/UMOex en moyenne) et stable. On notera aussi les faibles écarts entre le quart supérieur et le quart inférieur, autre caractéristique de ces systèmes AOP des montagnes de l'Est.

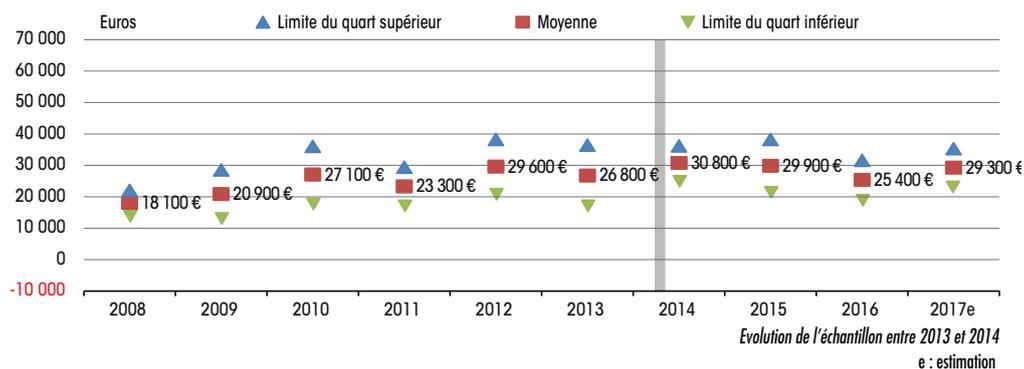
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

# 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIÉMONT S DU SUD

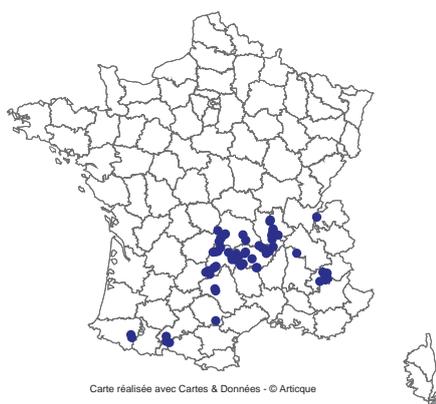
Hausse des revenus après 2 années très médiocres



## DONNÉES REPÈRES

- 1,91 UMO totales dont 1,78 UMO exploitant
- 83 ha de SAU dont 73 ha de SFP
- 60 vaches laitières / 414 000 litres de lait vendus

## LOCALISATION DES 61 EXPLOITATIONS



**En 2017, la hausse du prix du lait, la stabilité des charges et une année fourragère satisfaisante devraient permettre aux éleveurs des massifs montagneux du sud de la France d'améliorer leur revenu même si celui-ci reste à un niveau insuffisant.**

### Hausse du prix du lait

Selon nos estimations, le prix moyen pour 2017 devrait croître de 37 €/1 000 l après avoir dégringolé de plus de 60 €/1 000 l en deux ans. Il pourrait ainsi s'approcher de la barre des 350 €/1 000 l. Ce prix moyen cache quelques disparités avec notamment des élevages engagés dans diverses AOP du Massif Central qui permettent de valoriser le lait à un prix supérieur. Si le prix s'améliore, les volumes livrés en 2017 sont encore en retrait par rapport à 2016 en raison du fort retard pris sur le début d'année et d'une inversion de tendance trop tardive.

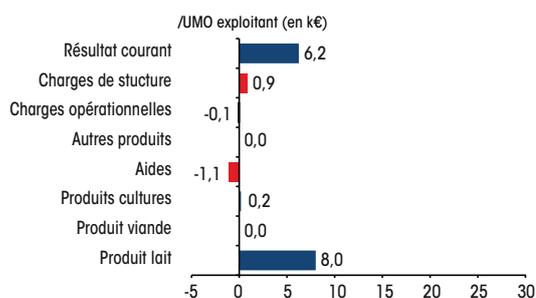
### Une année fourragère 2017 globalement satisfaisante

Les gelées tardives du printemps ont affecté les rendements des premières récoltes d'herbe et la pâture après une mise à l'herbe extrêmement précoce. La pluviométrie estivale, peu abondante mais régulière, a permis par endroits (versant ouest du Massif Central) des récoltes exceptionnelles de maïs ensilage et d'herbe de deuxième et troisième cycles. Mais le caractère aléatoire des orages est à l'origine de fortes disparités dans les bilans fourragers parfois sur des zones géographiques très proches. Le constat n'est donc pas valable pour tous, mais après une rentrée tardive à l'étable, la quantité et la qualité des fourrages stockés laissent entrevoir un hiver favorable à la production de lait.

### Un revenu qui s'améliore

Les achats de fourrages devraient donc être très restreints et les principales charges à la production montrent une certaine stabilité (IPAMPA Lait de vache). La légère augmentation des aides PAC (convergence des DPB) est contrecarrée par l'absence de certaines aides exceptionnelles allouées à 2016 (voire à 2015) : Calamités, Plan de Soutien à l'élevage français, Aide à la réduction de volume... Ainsi la hausse du prix du lait pourrait à elle seule être génératrice d'une hausse moyenne du revenu 2017 d'environ 6 000 €/UMOex sur notre échantillon INOSYS. Néanmoins l'amélioration de la conjoncture et les efforts de réduction des charges consentis par les éleveurs en 2016, pourraient les conduire à réaliser en 2017 les investissements différés. D'autant que le niveau du revenu estimé en 2017 reste insuffisant pour envisager sereinement l'avenir.

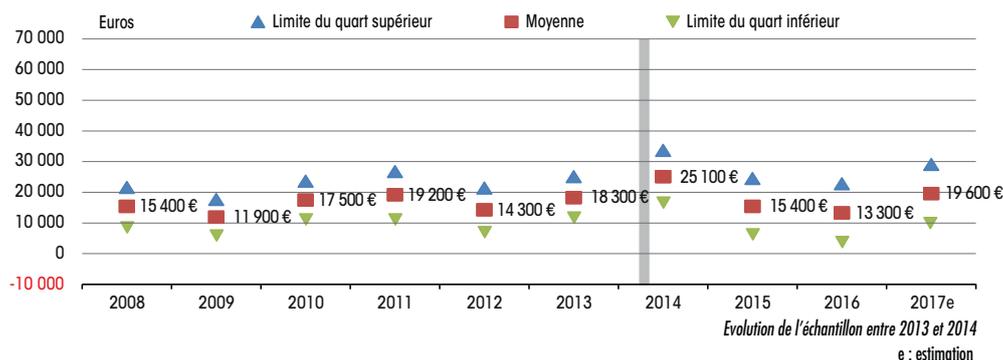
## ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

## 3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT BIO DE PLAINE

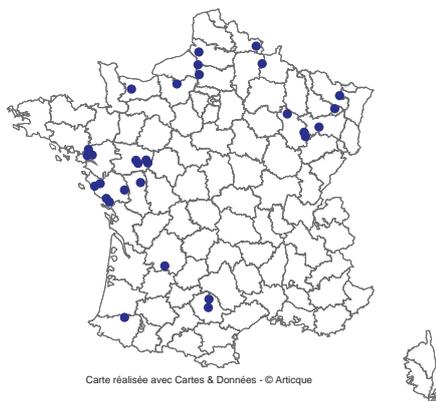
Des revenus en hausse, mais des questions pour l'avenir



### DONNÉES REPÈRES

- 2,26 UMO totales dont 1,76 UMO exploitant
- 111 ha de SAU dont 93 ha de SFP
- 72 vaches laitières / 380 000 litres de lait vendus

### LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



En 2017, le résultat courant par UMOex des exploitations laitières « bio » de plaine augmente légèrement grâce à l'amélioration du prix du lait et la croissance des livraisons. Depuis plusieurs années, leur résultat est supérieur à celui des exploitations conventionnelles. Toutefois, des questions se posent pour l'avenir : niveau des aides, équilibre des marchés, structure des coûts de production...

#### Des dimensions en hausse

Les exploitations converties récemment sont de plus grande taille que les plus anciennes. Ces systèmes sont donc aussi dans une phase d'évolution concernant la part des cultures annuelles et l'intensification par hectare et par vache. Toutefois, la densité laitière moyenne (lait/ha) reste modérée afin d'assurer une bonne autonomie alimentaire. En effet, les résultats des exploitations bio sont très climato-sensibles et le bon équilibre entre la surface disponible et les effectifs animaux est particulièrement important.

#### Une année favorable

Globalement les résultats sont, selon nos estimations, en hausse en 2017. Les livraisons laitières augmentent de 2 % par exploitation. Avec un prix du lait plus élevé, le produit d'exploitation est donc en augmentation (5 500 €/UMOex). Les charges d'aliments sont plus importantes (effet tarifs et effet volumes) de même que les charges de mécanisation qui impactent les charges de structure et donc le résultat. À partir de ces éléments, nous estimons l'amélioration du revenu à environ 1 500 €/UMOex.

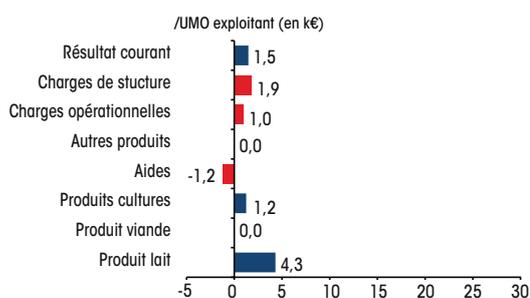
#### Les composantes du revenu

Sur une période de 5 ans le revenu des exploitations laitières « bio » est nettement supérieur à celui des exploitations conventionnelles. Ces meilleurs résultats s'expliquent par un prix du lait supérieur, des aides plus importantes et des charges d'approvisionnement (pour les animaux et les végétaux) plus faibles. En revanche, les charges de structure et notamment les charges de mécanisation sont nettement plus élevées ramenées aux 1 000 l de lait vendus (coût de production). Cela s'explique par des itinéraires techniques différents, plus coûteux (nombreuses rotations, intercultures, désherbages mécaniques...) et par une moindre dilution des charges fixes (foncier, frais généraux...) sur les volumes produits.

#### La question des aides

Les aides au maintien en agriculture biologique représentent de 20 à 40 €/1 000 l. Le devenir de ces aides étant en débat, une forte incertitude plane sur la solidité économique des exploitations laitières bio et des filières à moyen terme, même si la moindre volatilité des prix payés reste une motivation majeure des éleveurs bio.

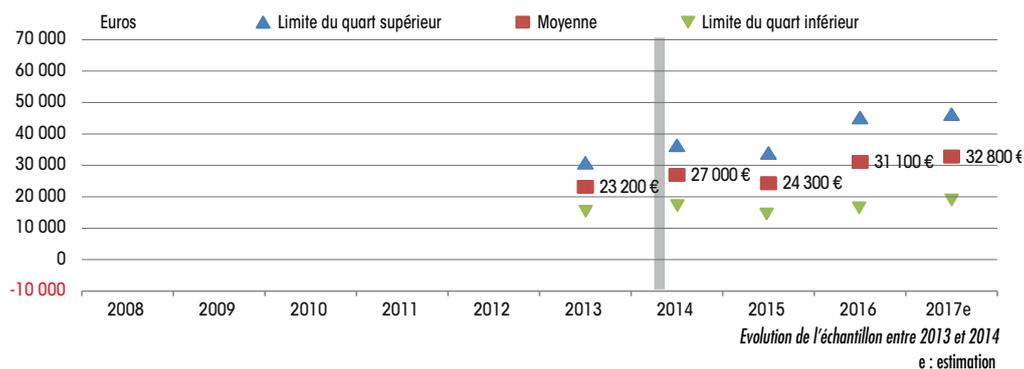
### ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2016 ET 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG

### ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG

# 4

## PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

### Le rebond de la collecte UE détend le marché du beurre et plombe celui des protéines

Après avoir reflué en 2016, la production laitière européenne s'est progressivement rétablie en 2017. Les éleveurs ont répondu aux signaux des marchés dans presque tous les pays membres grâce à des cheptels rajeunis et plus productifs. La collecte européenne a ainsi progressé de +2,1% /2016.

Le supplément de lait (+2,8 millions) a été essentiellement transformé en fromages et secondairement en poudres de lait. Une bonne part a été écoulee sur le marché européen et une autre exportée vers les pays tiers sous forme de fromages et de poudres de lait. Aussi en 2017, le contraste s'est accentué entre le marché du beurre, très tendu toute l'année, et celui de la protéine laitière, plombé par les stocks abondants à l'intervention.

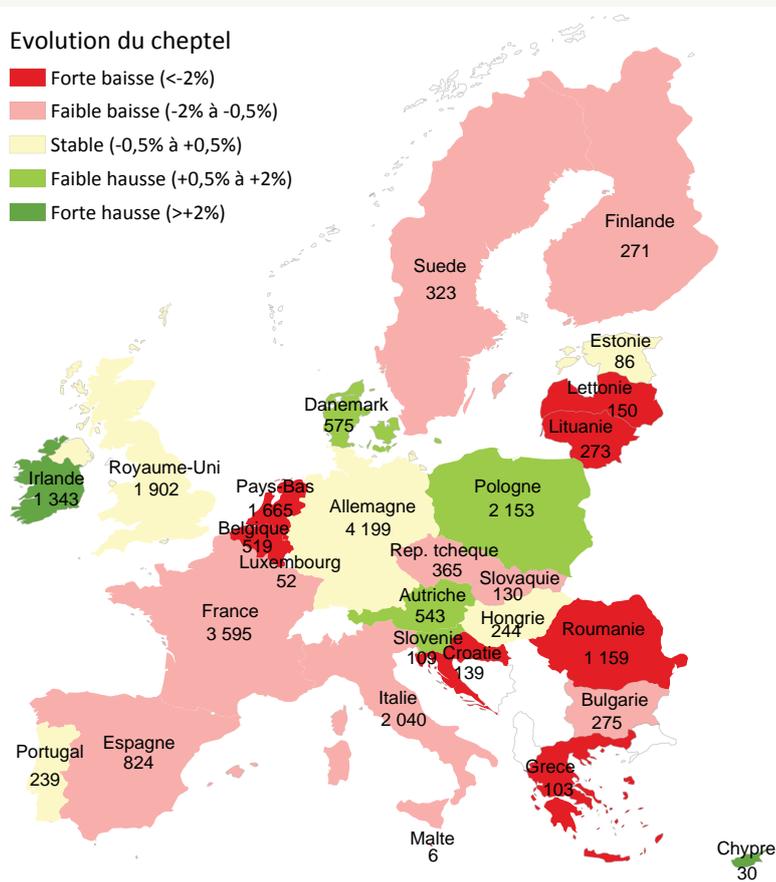


### CHEPTEL EUROPÉEN 2017

#### EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2017 (1 000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2016 (%)

##### Evolution du cheptel

- Forte baisse (<-2%)
- Faible baisse (-2% à -0,5%)
- Stable (-0,5% à +0,5%)
- Faible hausse (+0,5% à +2%)
- Forte hausse (>+2%)



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat  
Cartographie : Cartes & Données ©Articque

#### Cheptel laitier préservé

Durant la crise laitière, les éleveurs ont fait le dos rond dans l'attente de jours meilleurs. La plupart ont ralenti voire stoppé la croissance de leur troupeau. Ils avaient davantage réformé et rajeuni leur troupeau grâce des génisses nombreuses. Ainsi, malgré la crise, le cheptel laitier européen avait peu baissé en 2016 (-0,6% /2015), après avoir progressé deux années de suite.

En 2017, le cheptel laitier de l'UE-28 a reculé (-0,9% /2016) à 23,3 millions de vaches laitières, selon l'inventaire de décembre. D'un côté, les entrées de génisses en production ont été moins nombreuses. Mais de l'autre, l'amélioration de la conjoncture laitière a incité les éleveurs à ralentir le rythme des réformes laitières. Les effectifs nationaux ont modérément baissé en France, en Espagne, en Italie et dans les pays scandinaves. Ils ont fortement chuté aux Pays-Bas (-7%) pour cause de mises aux normes environnementales. En revanche, ils se sont encore étoffés en Irlande, en Pologne, au Danemark et en Autriche.

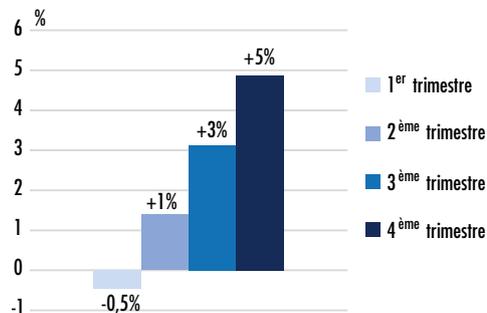


# 4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



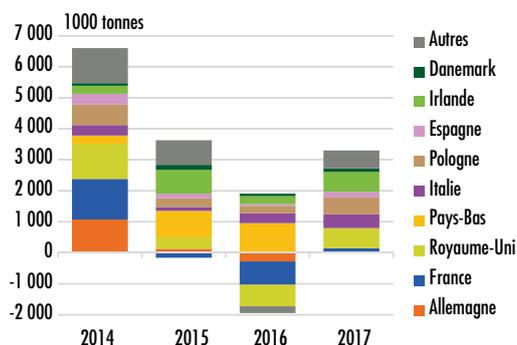
## COLLECTE 2017

### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2017/2016



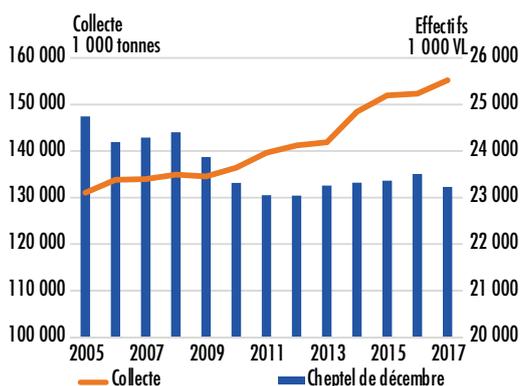
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE ET DU CHEPTTEL



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

**Encore en retrait au 1<sup>er</sup> trimestre, la collecte européenne a ensuite redémarré progressivement, stimulée par le redressement du prix du lait. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, elle a littéralement rebondi, dépassant l'excellent niveau atteint durant l'automne 2015. Les éleveurs ont répondu aux signaux du marché avec des troupeaux laitiers étoffés et rajeunis.**

#### Redressement du prix du lait à la production

Amorcé au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, le redressement du prix du lait à la production s'est poursuivi tout au long de l'année 2017, tiré par la très bonne valorisation du lait transformé en beurre et poudre maigre jusqu'en octobre 2017. Il s'est redressé plus fortement dans les pays excédentaires, en premier lieu dans les pays baltes où il s'était effondré suite à la fermeture du marché russe, mais aussi en Allemagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas.

En moyenne annuelle, les prix du lait, qui étaient tombés très bas en 2016, ont rebondi en 2017 de 35% en Allemagne (337 € /1 000 l moyenne annuelle), de 28% au Danemark (370 €) et en Irlande (344 €), de 26% aux Pays-Bas (364 €) et au Royaume-Uni (325 €), de 25% en Pologne (325 €), de 14% en France (334 €), de 11% en Italie (386 €) et de 6% en Espagne (319 €).

Parallèlement, le prix des charges n'a que marginalement progressé (+1% /2016) d'après l'IPAMPA lait de vache, avec une légère érosion du prix des aliments du bétail (-1%) et un sursaut du prix de l'énergie (+9%) qui avait fortement baissé en 2016.

#### Rebond de la collecte européenne

Le redressement du prix du lait a réanimé la production laitière européenne au printemps 2017 dans la plupart États membres. Entre le printemps 2016 et l'hiver 2017, elle avait connu à l'inverse un arrêt brutal de croissance consécutif aux déséquilibres sur les marchés et à la chute du prix du lait. La collecte européenne avait reflué dans presque tous les pays, à l'exception de l'Irlande et des Pays-Bas. De nombreux éleveurs, confrontés à des trésoreries exsangues, optèrent pour une conduite plus économe, incités par leur collecteur à contenir leurs livraisons. À l'automne 2016, le plan d'aide à la réduction volontaire et temporaire de la collecte laitière, qui connût un franc succès, accentua le ralentissement de la collecte presque partout, sauf aux Pays-Bas encore en croissance au 4<sup>ème</sup> trimestre 2016.

Au printemps 2017, la collecte a été rétablie dans presque tous les pays, sauf en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, où elle s'est redressée plus tardivement et modérément. Après une hausse modeste au 2<sup>ème</sup> trimestre (+1% /2016), la production a rebondi presque partout au 2<sup>nd</sup> semestre, sauf aux Pays-Bas, dépassant ainsi de 1 million de tonnes de lait l'excellent niveau atteint en 2015.

Sur l'année 2017, la collecte européenne s'élève à 156,2 millions t, soit 2,8 millions de plus qu'en 2016 (+2,1%, effet année bissextile neutralisé) et qu'en 2015. Cette hausse est la somme de dynamiques nationales variées. Quatre pays ont réalisé 70% du supplément : **l'Irlande**, le Royaume-Uni, la **Pologne** et **l'Italie**. Tous les autres ont maintenu ou accru plus faiblement leur production.

Au **Royaume-Uni**, la collecte a rebondi dès le printemps par rapport au bas niveau de 2016, mais sans excéder le record de 2015. En cumul annuel, la collecte britannique égale quasiment son niveau 2015.

En **Italie** comme en **Espagne**, la croissance de la collecte s'est accentuée (respectivement +4% et +2,3%/2016), après avoir été peu impactée par la crise laitière. Déficitaires en lait, ces deux pays fabriquent très peu d'ingrédients laitiers.

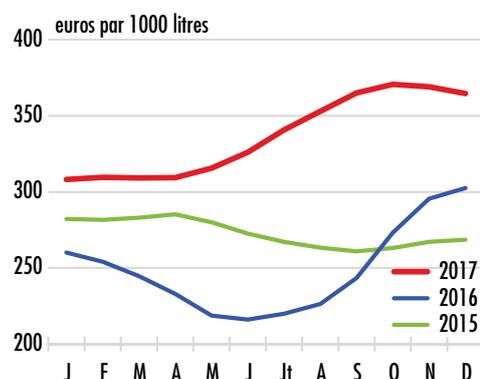
Au **Danemark** et en **Belgique**, la production laitière suit une très trajectoire analogue à celle de l'Allemagne.

Dans les **pays de l'Est** (hors Pologne), la reprise de la production a été modeste et la croissance annuelle insignifiante. Enfin, en **Finlande** et en **Suède**, la production s'est stabilisée au 2<sup>nd</sup> semestre après avoir décroché de 3% au 1<sup>er</sup> semestre 2017, et reculé de 2% en 2016.

# 3 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

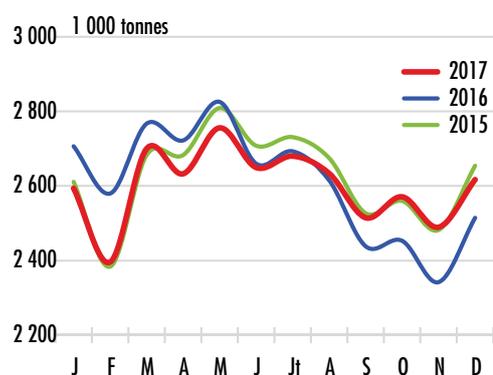


## ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ 38-32)



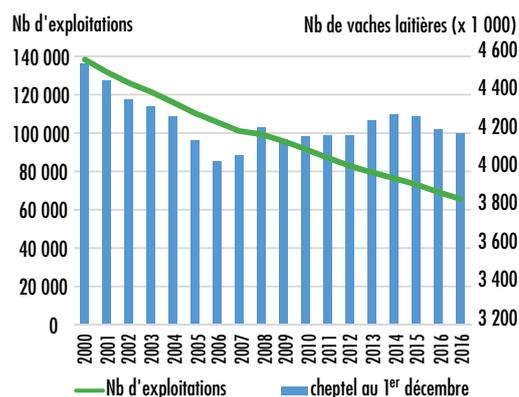
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

## ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

## ÉVOLUTION DES LIVREURS ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistisches Bundesamt

**Après la forte baisse de 2016, la collecte allemande ne s'est rétablie que tardivement et avec de forts contrastes régionaux.**

### Reprise progressive tardive de la collecte

Ralentie au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, la collecte allemande s'est rétablie très progressivement durant l'année 2017. Au 1<sup>er</sup> semestre, sous l'effet d'une hausse saisonnière modérée, elle se situait 2% sous l'excellent niveau de 2016 (effet année bissextile neutralisé). Par la suite, grâce à une baisse saisonnière atténuée, elle a dépassé en août le niveau de 2016, puis a rejoint le niveau record de 2015 en décembre. Ainsi au 2<sup>nd</sup> semestre, la collecte semestrielle a dépassé de 3% le niveau de 2016, n'étant plus que 0,7% sous celui de 2015. En somme, la collecte annuelle a égalé celle de 2016 (31,3 millions de tonnes). La collecte laitière a évolué diversement selon les Länder.

Au **Nord**, la production s'est redressée plus rapidement grâce à un cheptel étoffé (+5 000 vaches soit +0,3% /2016), porté à 1,677 million de vaches fin 2017. La collecte annuelle régionale a dépassé de 2% le bon niveau de 2016.

Au **Sud**, la production, qui avait mieux résisté à la baisse du prix du lait au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, s'est aussi rétablie moins vite. Fin 2017, la collecte mensuelle n'avait pas retrouvé le bon niveau de la fin 2015, si bien que la collecte annuelle se situait près de 1% sous celle de 2016.

Enfin, à l'**Est**, la production laitière, qui avait décroché durant la crise en 2016 (-3% /2015), a continué de refluer jusqu'à l'été 2017, malgré le redressement du prix du lait. Ainsi, la collecte annuelle a encore reculé de 3% /2016, comme en 2016 par rapport à 2015. L'embellie laitière a ralenti la fermeture de grands ateliers et freiné la baisse du cheptel laitier (-0,8% en un an à 725 000 vaches fin 2017). Face à la crise laitière le cheptel régional avait chuté de 5% en 2016 et la taille moyenne des élevages avait légèrement baissé (-1% à 183 vaches).

La production laitière biologique est toujours très dynamique. La collecte bio a bondi de 18% à 939 000 t soit 2,9% de la collecte nationale, grâce à un prix élevé (482 € /1 000 l) et déconnecté du prix du lait conventionnel.

### Fort rebond du prix du lait

Après un premier rebond au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, le prix du lait s'est stabilisé début 2017 puis s'est apprécié de nouveau de mai à novembre dans le sillage du cours du beurre. En moyenne annuelle, le prix du lait standard (38-32) est remonté à 337 €/1000 l, 88 € de plus qu'en 2016 (+35%). Il a dépassé de 3 € le prix du lait standard en France après avoir été 45 € en-dessous en 2016.

Le prix annuel moyen se situe dans un mouchoir de poche entre les Länder : de 326 € /1 000 l en Rhénanie Palatinat et Sarre à 341 € /1 000 l dans le Schleswig Holstein. Il s'est plus faiblement apprécié dans le Sud où la part du lait transformé en commodités laitières est bien plus faible que dans le Nord. En 2016, le prix du lait s'échelonnait de 238 € en Basse-Saxe à 263 € /1 000 l en Bavière.

### Restructuration à l'Ouest et décapitalisation à l'Est

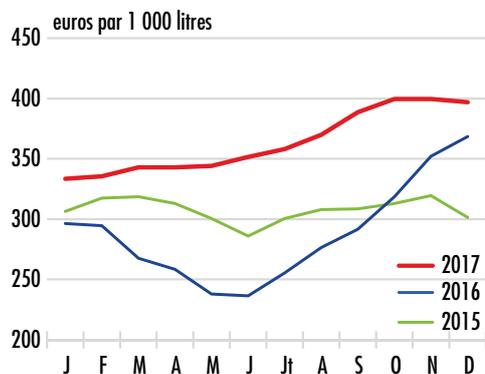
Le rythme des cessations s'est atténué en 2017. Le nombre d'exploitations laitières a reculé de 5,0% /2016, à 65 782 en novembre 2017, contre 5,5% en 2016. Toutefois, ce rythme demeure plus rapide que sur la période 2010-2015 (4,4% de moyenne annuelle). Les exploitations laitières qui disparaissent sont essentiellement de petits élevages, de 10 à 50 vaches. À l'inverse le nombre d'élevages de plus 100 VL continue de croître : +3% entre novembre 2016 et 2017. Ils sont désormais près de 10 000 et possèdent 53% du cheptel national.

Au Sud, le cheptel laitier a baissé de 3% en 3 ans, car l'agrandissement des grands élevages ne compense pas les nombreux arrêts de petits ateliers. En revanche dans le Nord (Basse-Saxe, Schleswig-Holstein, Rhénanie du Nord), où les élevages sont plus grands, le cheptel laitier a progressé de 3% sur la même période portant à la taille moyenne à 80 vaches, contre 38 dans le Sud.

### 3 LA PRODUCTION PAYS-BAS

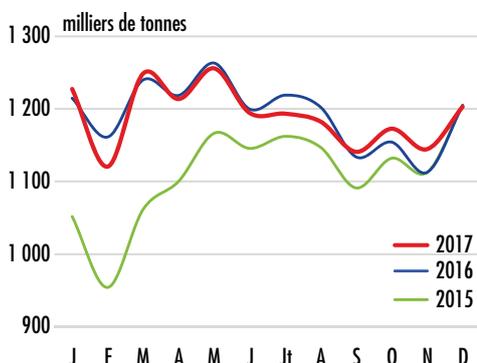


#### ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD AUX PAYS-BAS (3,7%MG)



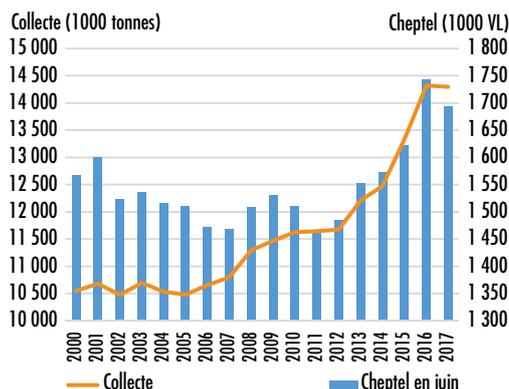
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après LEI Wageningen

#### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

#### ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Statistics Netherlands

**Les obligations environnementales, même si elles n'ont été que partiellement respectées, ont contrecarré les Pays Bas dans leur volonté de croissance. Le cheptel a dû être ajusté à la baisse empêchant une progression de la collecte malgré un prix redevenu attractif.**

#### Net redressement du prix du lait

Tombé à 288 €/t en moyenne annuelle en 2016 selon le LEI-Wageningen, le prix du lait standard a gagné 72 €/t en 2017 à 361 €/t (+25%). Comme dans la plupart des pays européens, il a été moins volatil qu'en 2016. Il a tout de même augmenté durant l'été, tiré par la hausse des cours des matières grasses, et atteignait 400 €/t au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, son meilleur niveau depuis 2013.

Le prix garanti de *Friesland Campina* pour un lait à 3,47% de protéine, 4,41% de matière grasse et 4,51% de lactose a même atteint 417 €/t au 4<sup>ème</sup> trimestre et affiche une moyenne annuelle de 380 €/t (+34% /2016). Le montant moyen réellement reçu par les éleveurs en 2017 a moins progressé (+28% à 397 €/t) car le supplément de prix lié aux résultats de l'entreprise (35% du bénéfice de l'année précédente) a été deux fois moindre : 10,3 €/t au titre des résultats 2016 contre 21,9 €/t au titre des résultats 2015. Le supplément de prix versé en 2018 au titre de l'année 2017 sera de nouveau réduit compte tenu de la chute de 37% /2016 du bénéfice de la coopérative malgré une hausse de 10% de son chiffre d'affaires.

#### Réduction du cheptel en lien avec le « plan phosphates »

Ce niveau de prix était sans nul doute incitatif pour les éleveurs laitiers néerlandais mais ils n'ont pu en profiter pleinement compte tenu du plan de réduction des émissions de phosphates qui leur a été imposé après plusieurs années de dumping environnemental.

L'explosion de la production néerlandaise en 2015 et 2016 (+7%/an) a conduit le pays à dépasser le plafond de phosphates (84 900 t) qu'il s'était engagé à respecter en contrepartie de sa dérogation à la directive Nitrates. Pour espérer la prolonger après le 31 décembre 2017, il a mis en place un plan de réduction des phosphates imposant notamment une diminution du cheptel laitier. Les éleveurs ont dû réduire progressivement leur nombre d'UGB pour revenir à un niveau 4% en deçà de leur référence au 2 juillet 2015 (ou à cette référence pour les exploitations disposant des surfaces suffisantes pour l'épandage) faute de quoi ils devaient s'acquitter d'une amende conséquente.

Les éleveurs ont en partie joué sur le nombre de génisses, y compris en exportant davantage (+20 000 têtes /2016) mais les réformes de vaches ont fortement augmenté au 1<sup>er</sup> semestre 2017 (+72 000 têtes abattues) et les exportations de vaches se sont accrues de 7 000 têtes sur l'année. Le cheptel a ainsi été réduit de 129 000 vaches en un an pour tomber à 1,665 million de têtes en décembre 2017, d'après les données Eurostat. La baisse réelle pourrait toutefois être moins marquée, le gouvernement ayant mis en lumière une fraude dans au moins 2 000 élevages consistant à ne pas déclarer le 1<sup>er</sup> vêlage d'une partie des génisses afin qu'elles ne soient pas comptabilisées comme vaches.

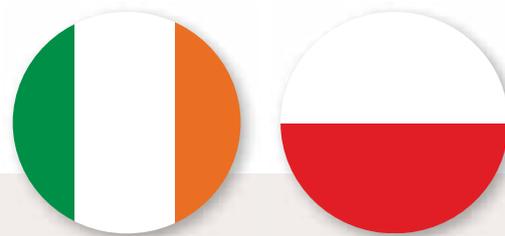
#### Pas de hausse de la collecte en 2017 et des nouvelles contraintes pour 2018

La collecte néerlandaise n'avait que peu ralenti fin 2016 mais, contrainte par la réduction du cheptel, elle n'a pas progressé en 2017. Elle s'est toutefois maintenue, les éleveurs en ayant profité pour faire un tri drastique des meilleures productrices.

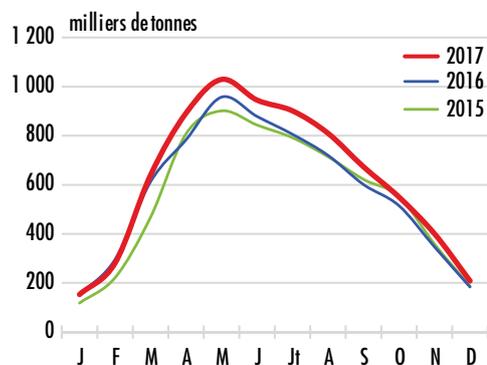
Stable au 1<sup>er</sup> semestre, elle a très légèrement progressé au 2<sup>nd</sup> pour atteindre 14,3 millions de tonnes sur l'année (+13 000 t, effet année bissextile neutralisé).

Le plan de réduction des phosphates est présenté comme ayant permis de réduire les déjections au-delà des 8,2 millions de kilo nécessaires pour repasser sous le plafond mais la mise en place du quota de phosphate début 2018 devrait se traduire par une nouvelle baisse d'effectif. Par ailleurs, plusieurs fraudes entachent le tableau : un système organisé de grande échelle de falsification à la baisse des épandages de lisier a été révélé, une utilisation sur les fermes de complémentation en phosphate aurait contrecarré une partie des bénéfices attribués à la réduction des teneurs en phosphates des aliments du bétail... Autant d'éléments qui pourraient conduire à la non reconduction de la dérogation à la directive Nitrate et contraindre les néerlandais à réduire drastiquement leur cheptel ou à traiter à grande échelle les déjections et à trouver des débouchés aux engrais ainsi produits.

# 3 IRLANDE & POLOGNE

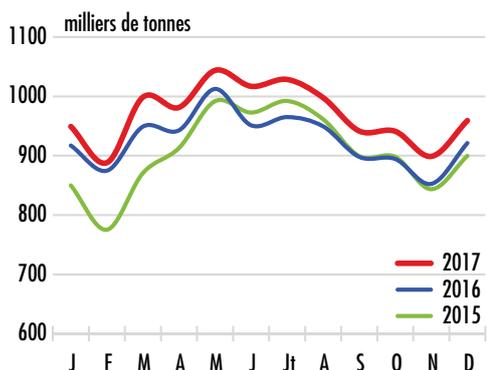


## ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



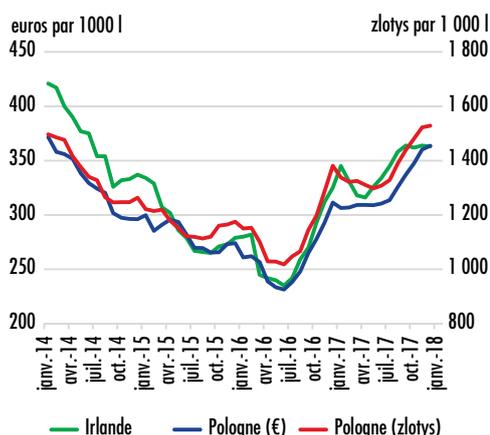
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après CSO et DairyCo

**En Irlande comme en Pologne, la crise laitière n'a que faiblement et momentanément ralenti le dynamisme laitier. En 2017, la collecte est repartie de plus belle grâce à des cheptels étoffés.**

### En Irlande potentiel laitier conforté

En 2017, la production laitière a retrouvé de la vigueur après le passage à vide observé en 2016 sous l'effet de la chute du prix du lait et de conditions climatiques très défavorables à la production herbagère.

Après avoir plafonné d'un hiver à l'autre, la collecte nationale a rebondi au printemps, battant un nouveau record (+7,5% /2016) en mai, lors du pic de lactation. Elle est ensuite demeurée dynamique lors de la baisse saisonnière (+12% /2016 au 2<sup>nd</sup> semestre). Soit une collecte annuelle en forte hausse : +9% en 2017 après +4% en 2016. La composition du lait collecté est demeurée stable en matière grasse (4,18% de TB) et plus riche en protéines (+0,02% à 3,5% de TP).

En 2017, la croissance laitière a reposé principalement sur la hausse des rendements (+7% à 5 220 kg/VL) et secondairement sur celle du cheptel laitier (+3,7% à 1,343 million de vaches en décembre). En 2016, deux facteurs avaient impacté la productivité du cheptel irlandais : la médiocre année herbagère et le tarissement précoce de nombreux troupeaux par les éleveurs qui avaient demandé l'aide européenne à la réduction volontaire et provisoire de la production. Cependant la conjoncture laitière moins favorable en 2016 n'a pas altéré le dynamisme des éleveurs. La croissance des troupeaux s'est poursuivie, si bien que le cheptel national a progressé en 2017 au même rythme qu'en 2016.

### Rebond du prix du lait, encore plus incitatif

Le prix du lait standard a rebondi de 130 € en 18 mois, entre son bas niveau mi 2016 (235 €/1 000 l) et son plus haut niveau en septembre 2017 (364 €/1 000 l). Il s'est ensuite stabilisé au 4<sup>ème</sup> trimestre. Avec un prix annuel moyen remonté à 341 €/1 000 l (258 € en 2016) et des charges stables, les éleveurs irlandais ont bénéficié de très bons revenus annuels qui ont relancé la croissance laitière. En 2018, la production laitière continuera de croître, au moins au même rythme, sous réserve de conditions météorologiques favorables, même si le prix du lait s'annonce moins élevé.

### En Pologne, croissance relancée

En Pologne, la croissance de la collecte laitière, qui avait été ralentie en 2016, a doublé d'une année sur l'autre à +4,9% (effet année bisextile neutralisé), grâce à des conditions climatiques et économiques plus favorables. Elle a retrouvé ce rythme dès le 1<sup>er</sup> trimestre pour ne plus s'en éloigner ensuite.

Amorcé mi 2016, le redressement du prix du lait s'est prolongé durant toute l'année 2017. Remonté à 1 523 zlotys/1 000 l en décembre dernier (364 €), il a bondi de 50% en 18 mois. Soit une revalorisation de 22% du prix annuel moyen (1 383 zlotys /1 000 l) et de 25% en euros (325 €/1 000 l) sous l'effet d'une légère appréciation du zloty.

L'embellie a stoppé l'érosion du cheptel laitier dont l'effectif s'est légèrement étoffé (+1%), à 2,153 millions de vaches laitières fin 2017. La croissance d'ateliers moyens et grands a plus que compensé les cessations toujours nombreuses de petits élevages laitiers.

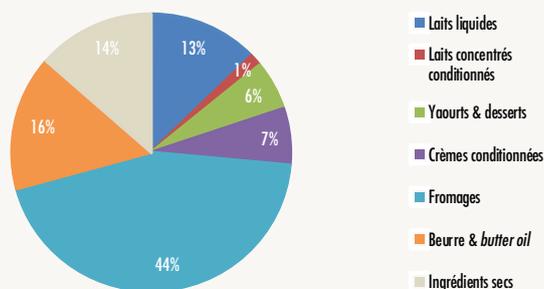
### Important potentiel de croissance

En 2018, le dynamisme de la production laitière se poursuivra, même si la conjoncture laitière est moins favorable. Avec un prix du lait désormais proche du prix allemand et des coûts de production bien moindres, les exploitations laitières polonaises sont toujours incitées à investir pour croître et se développer.

## FABRICATIONS 2017

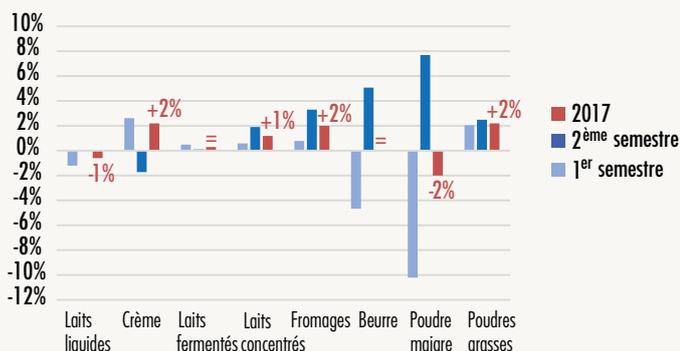
Ralenties au 1<sup>er</sup> semestre, les fabrications de produits de report (beurre, poudre maigre) ont rebondi au 2<sup>nd</sup> semestre.

### UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2017 (% DE MSU)



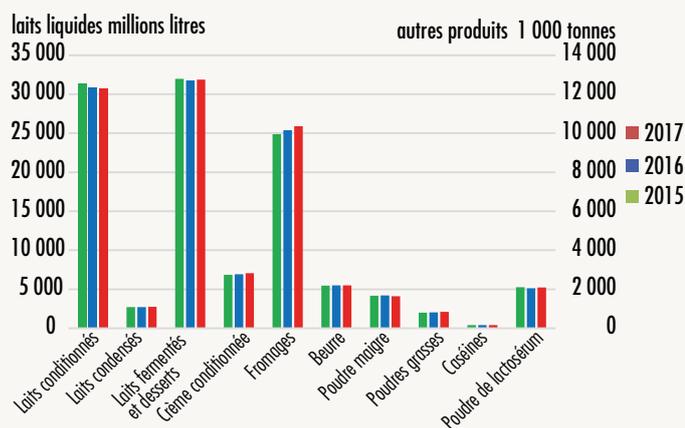
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

### FABRICATIONS EUROPÉENNES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2017 (% SUR 2016)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## 44,3%

C'est la part de la collecte européenne transformée en fromages en 2017

L'utilisation de la collecte laitière européenne a sensiblement évolué en moyenne annuelle. La part de la Matière solide utile (MSU) du lait transformée en fromages a progressé de 0,3 point d'une année sur l'autre à 44,3%, tandis que celles de produits de grande consommation (laits conditionnés, crèmes, ultra-frais et beurre plaquette) a reculé d'autant à 34,3%.

La part du lait transformé en ingrédients (beurre cube, poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum et caséines) s'est stabilisée à 21,4%.

### Evolution contrastée d'un semestre à l'autre

Les fabrications européennes ont évolué différemment au long de l'année 2017. Au 1<sup>er</sup> semestre, la collecte européenne, globalement stationnaire, a entraîné un net reflux des fabrications des produits de report (beurre et de poudre maigre), de respectivement 5% et 10% /2016. Les transformateurs ont délaissé ces fabrications faute de débouchés sur le marché des protéines laitières, ce qui a exacerbé la tension sur celui des matières grasses laitières. Ils ont accru modérément les fabrications de fromages pour satisfaire une demande européenne et internationale bien orientée.

Au 2<sup>nd</sup> semestre 2017, à l'inverse, l'important supplément de collecte (+2,8 millions de tonnes de lait, soit +3,8% /2016) a surtout été transformé en beurre / poudre maigre (respectivement +5% et +7,7% /2016) et en fromages (+3%). Les fabrications de laits conditionnés et de laits fermentés ont en revanche plafonné faute de vigueur de la demande européenne.

En somme, le supplément de collecte annuelle, estimé à +2,8 millions de tonnes de lait soit +2,1% /2016 (effet année bissextile neutralisé), a été réalisé sur le seul 2<sup>nd</sup> semestre. Il a été essentiellement transformé en fromages et secondairement en ingrédients laitiers (beurre, caséines, poudre de lactosérum et poudres grasses), les fabrications de produits de grande consommation n'ayant que très marginalement progressé.

### Croissance des fabrications de fromages et d'ingrédients secs

Dans le détail, les fabrications annuelles de fromages et de crème ont progressé de 2,0% /2016, celles de poudres grasses, de caséines et de lactosérum de +2,2%. Celles de beurre ont été stables. Les fabrications de laits conditionnés ont reculé (-0,6%) pour cause de tassement de la demande intérieure et internationale. Enfin seules les fabrications de poudre maigre ont reculé significativement (-2% /2016).

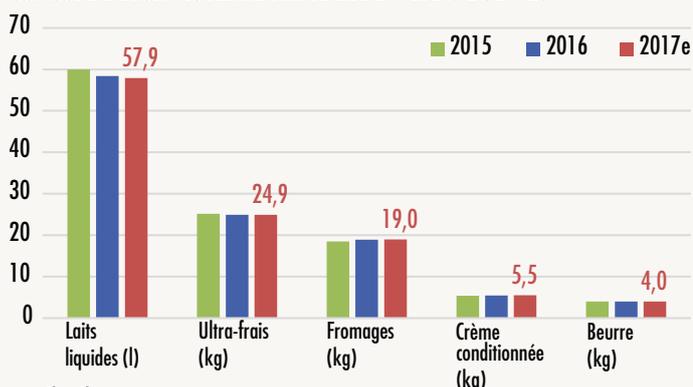
L'Italie, l'Espagne, la Pologne, le Royaume-Uni ont fourni l'essentiel des fabrications supplémentaires de fromages, l'Allemagne les a maintenues, tandis que la France et les Pays-Bas les ont réduites. Seules la Belgique et l'Irlande ont significativement accru leurs fabrications de beurre et ainsi compensé les moindres fabrications en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Trois pays, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas, ont fabriqué l'essentiel des volumes supplémentaires de poudre de lait.

Les dix principaux pays laitiers européens, qui fournissent 86% de la collecte européenne, fabriquent relativement plus de fromages, de beurre et de poudres de lait, respectivement 88% et 92% des fabrications européennes, que les autres, mais en revanche moins de produits de grande consommation.

# 4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

## CONSOMMATION 2017

### CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DANS L'UE À 28



e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE À 28

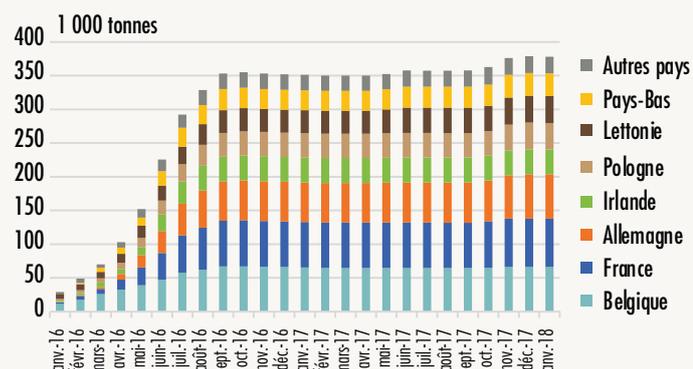
millions de tonnes d'équivalent lait	2015	2016	2017e	2017 /16 (%)
Production	163	163	165	+1,2%
Collecte	152,8	153,4	156,2	+1,9%
Variation des stocks	+1,2	+0,2	+0,1	
Importations	1,1	1,2	1,0	+8%
Exportations	17,8	18,0	19,1	+6%
Utilisation intérieure	145	146	147	+0,5%
Consommation (kg/hab.)	285	286	287	+0,2%

e : estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB

## STOCKS 2017

Relativement bas début 2017, les stocks de **fromages** ont été reconstitués par les fabricants au 2<sup>nd</sup> semestre lors de la reprise de la collecte européenne. Sur l'année, ils ont progressé de 50 000 t selon l'agence allemande AMI-ZMB.

### VOLUMES DE POUDRE MAIGRE EN STOCK À L'INTERVENTION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé modérément, au même rythme qu'en 2016, d'après nos calculs par bilan. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,5% /2016) repose surtout sur la croissance démographique (+0,3%) et secondairement sur celle de la consommation moyenne par Européen, évaluée à 287 kg équivalent lait (+0,2%).

La consommation moyenne de fromages a progressé de 100 g à 19,0 kg/hab. en 2017, de même que celle de crème conditionnée à 5,5 kg. L'utilisation de beurre a été stable à 4,0 kg/hab., comme celle d'ultra-frais à 24,9 kg. En revanche celle de laits conditionnés a de nouveau reculé à 57,9 litres/hab.

#### Des évolutions contrastées selon les pays

La consommation a évolué très diversement selon les pays, notamment dans les trois principaux, Allemagne, Royaume-Uni et France (page 9), qui réunissent 40% de la population de l'UE-28.

En **Allemagne**, la consommation a été affectée par la hausse de prix au détail. Les ménages ont réduit de 9% en volume leurs achats de beurre dont le prix au détail a doublé en 15 mois. Ceux de laits conditionnés ont fléchi de 4% face à une moindre hausse des prix (+23% /2016). Les ventes de fromages ont mieux résisté (-1%).

Au **Royaume-Uni**, la consommation a mieux résisté grâce à des hausses de prix plus modérées. Les ménages ont acheté autant de laits conditionnés et sensiblement plus de fromages (+1% /2016). Toutes les spécialités fourragères ont profité de l'appétit croissant des Britanniques.

En **Europe du Sud**, la consommation de laits conditionnés s'effrite dans la plupart des pays. Celle de fromages progresse en Espagne, en Italie et au Portugal. Celle d'ultra-frais recule dans ces deux derniers pays, alors qu'elle augmente en Espagne.

Déjà historiquement faibles début 2017, les stocks de **beurre** ont encore reculé en 2017. La faible hausse saisonnière de la collecte et le marché déprimé de la protéine laitière n'ont pas permis la reconstitution de stocks conséquents au printemps. Estimé à 90 000 t début 2017, le volume de beurre stocké aurait reculé de 10 000 t, à 80 000 t début 2018.

À l'inverse très étoffé début 2017, le stock européen de **poudre maigre** s'est très peu dégonflé. Il est passé de 502 000 t, dont 351 000 t à l'intervention et 151 000 t chez les fabricants, à 447 000 t dont 380 000 t à l'intervention fin 2017. Il équivaut ainsi à un trimestre de fabrications et 6 mois d'exportations.

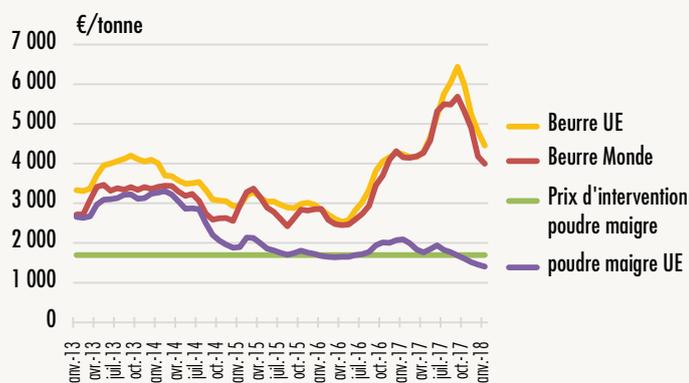
En 2017, 30 600 t ont été retirées du marché, 8 000 t au printemps et 22 600 t en septembre, pour tenter de soutenir les cours. 7 pays ont fourni la totalité des volumes : l'Allemagne, la France, Le Danemark, la Lituanie, la Pologne, la Belgique, le Royaume-Uni.

La Commission européenne n'a réussi à remettre sur le marché que 9 500 t. Elle n'a retenu des ventes par adjudication que les offres dont le prix proposé était proche des cours.

## MARCHES DU BEURRE ET DES PROTÉINES LAITIÈRES

En 2017, le contraste s'est accentué entre le marché du beurre, très tendu faute de disponibilités, et celui de la protéine laitière, plombé par les stocks abondants à l'intervention.

### COURS EUROPÉEN ET MONDIAL DES INGRÉDIENTS LAITIERS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après MMO & ZMB

Le marché du beurre a été tendu toute l'année. Après une lente appréciation au 1<sup>er</sup> semestre, le cours du beurre s'est envolé durant l'été faute de stocks et de fabrications suffisantes pour satisfaire la demande européenne et surtout internationale très fermes. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, le marché s'est détendu avec la forte reprise des fabrications européennes. À 5 090 €/t en 2017, la cotation annuelle moyenne dans l'UE a bondi de 57%/2016 et a dépassé de 32% le record historique de 2013.

Simultanément, le marché de la protéine laitière n'a cessé de se déprécier. Le cours de la poudre maigre dans l'UE a chuté de 2 090 €/t en janvier à 1 460 €/t en décembre, passant sous le prix à l'intervention. À 1 777 €/t en 2017, la cotation annuelle moyenne n'a pas décollé du bas niveau de 2016.

### Des fabrications européennes contrastées d'un semestre à l'autre

Au 1<sup>er</sup> semestre, les transformateurs ont limité les fabrications de beurre/poudre maigre, qui ont respectivement chuté de 5% et de 10% d'une année sur l'autre, malgré une ressource laitière stable. Ils ont alors privilégié les fabrications de fromages plus valorisantes.

Au 2<sup>ème</sup> semestre, l'envolée du prix du beurre et l'afflux de lait ont relancé les fabrications de beurre/poudre maigre qui ont respectivement rebondi de 5% et de 8%/2016. En somme, les fabrications annuelles de beurre ont été stables, tandis que celles de poudre maigre ont cédé 2%/2016.

Les fabrications de beurre ont été particulièrement dynamiques au Danemark (+30%), en Belgique (+14%), en Pologne (+9%) et en Irlande

(+6%). Elles ont en revanche stagné en Allemagne, 1<sup>er</sup> fabricant européen, et ont reculé en France (-3%), 2<sup>ème</sup> producteur européen. Avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ces huit pays font 80% de la production européenne de beurre.

### Consommation européenne de beurre robuste

La consommation européenne de beurre a bien résisté à la hausse des prix. Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'UE a progressé de 0,3%, au rythme de la démographie, à 2,045 millions de tonnes. La consommation moyenne par habitant s'est ainsi stabilisée à 4,0 kg.

L'utilisation européenne de poudre maigre, très bon marché, a davantage progressé (+4% à 925 000 t) grâce notamment à une utilisation croissante dans l'alimentation animale (+7% à 150 000 t).

### Fléchissement des exportations de beurre

Les exportations européennes de beurre et de *butter oil* ont été ramenées à 176 000 t (-20%/2016), faute de disponibilités et malgré la forte demande mondiale. Elles ont reflué vers presque toutes les destinations à l'exception des États-Unis (+39% à 26 700 t) et de la Chine (+9% à 7 900 t). Elles ont chuté de 75% vers l'Égypte (3 130 t), de 66% vers le Maroc (2 800 t), de 47% vers l'Arabie Saoudite (9 950 t), de 34% vers la Turquie (3 850 t), de 31% vers le Japon (4 100 t). Ces pays ont ralenti leurs achats face à l'envolée des prix.

### Rebond des exportations de poudres de lait

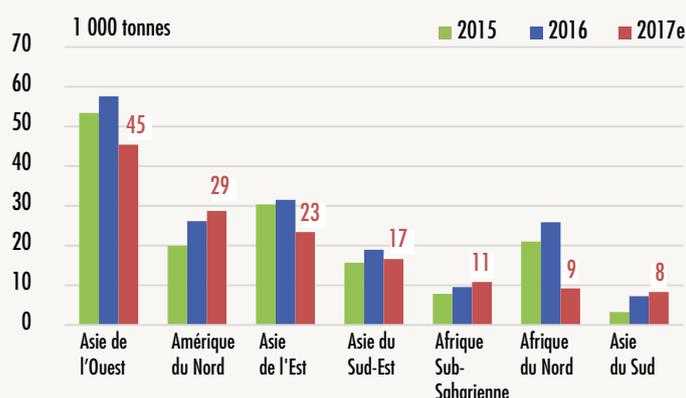
En revanche, les exportations européennes de poudre maigre ont rebondi, de 35% à 779 000 t, après avoir fléchi en 2016 pour cause de recours massif à l'intervention.

Les expéditions ont surtout progressé vers l'Afrique du Nord, l'Asie de l'Est et du Sud-Est : +46% vers l'Algérie (132 500 t), +39% vers la Chine (71 300 t), +24% vers l'Indonésie (58 800 t), +45% vers les Philippines (44 700 t), +60% vers le Viet Nam (34 700 t).

Les exportations de poudres grasses ont faiblement progressé (+3% à 393 000 t). Cependant, les flux sur l'Algérie ont doublé à 64 700 t tandis qu'ils ont reculé vers le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est et du Sud-Est, concurrencés par la Nouvelle-Zélande.

Sept pays ont assuré près de 85% des exportations européennes de poudre de lait (maigre et grasses) : les Pays-Bas en tête, suivis de la France, de l'Allemagne et de la Belgique au coude à coude, puis de l'Irlande, de la Pologne et du Danemark.

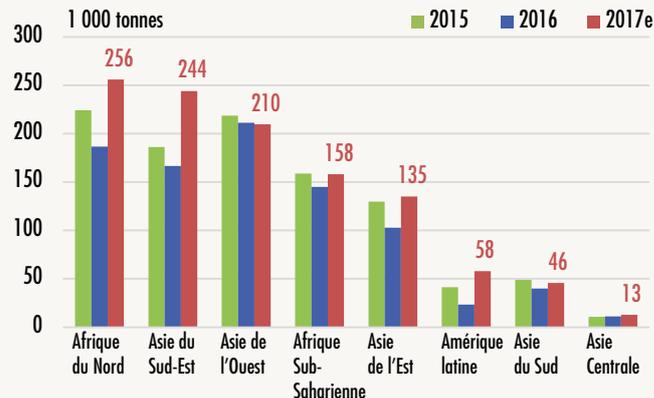
### EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BEURRE SELON LES DESTINATIONS



e = estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

### EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



e = estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

# 4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

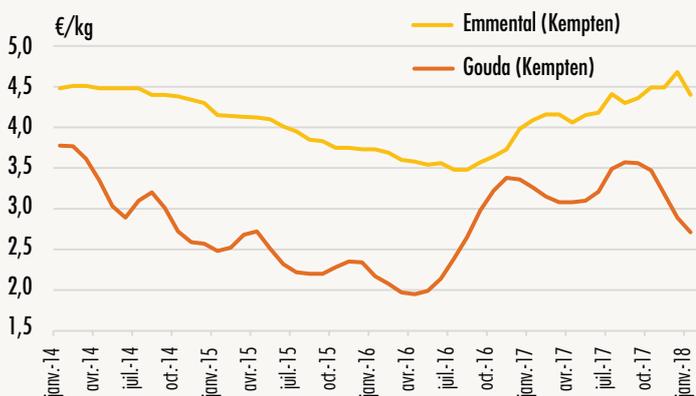
## 826 000 tonnes

Ce sont les volumes de fromages exportés sur pays tiers en 2017.

### MARCHÉ DES FROMAGES

L'UE-28 conforte son leadership sur le marché mondial des fromages. Les transformateurs ont privilégié les fabrications fromagères, plus valorisantes que le couple beurre/poudre maigre, pour satisfaire une demande intérieure et internationale dynamiques. Ils ont aussi reconstitué leurs stocks qui étaient tombés au plus bas au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

#### COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après ZMB

#### Rechute des cours des fromages ingrédients au 4<sup>ème</sup> trimestre

Après le net redressement au 2<sup>nd</sup> semestre 2016, le cours du gouda s'est maintenu entre 3,10 et 3,57 €/kg jusqu'en septembre, grâce à l'envolée du prix de la matière grasse laitière. Il a ensuite décroché au 4<sup>ème</sup> trimestre à 2,93 €/kg. À 3,25 €/kg, le prix moyen annuel a rebondi de 29% /2016 et de 35% par rapport au bas niveau de 2015.

Le cours de l'emmental, moins dépendant de la conjoncture internationale, a poursuivi son redressement tout au long de l'année. À 4,29 €/kg, le prix moyen annuel a regagné 18% d'une année sur l'autre, s'approchant de l'excellent niveau de 2014 (4,44 €).

#### Progression continue des fabrications européennes

Les fabrications européennes (tous fromages confondus) ont progressé au même rythme qu'en 2016 (+2,0% soit +200 000 t). Au 1<sup>er</sup> semestre, la croissance a été moindre (+0,8%) par rapport au haut niveau atteint au 1<sup>er</sup> semestre 2016. A l'époque de nombreuses laiteries avaient été contraintes de fabriquer des fromages faute de capacité de séchage suffisante pour absorber l'afflux exceptionnel de lait. Au 2<sup>nd</sup> semestre, les fabrications ont rebondi de 3,3% /2016, lors de la reprise de la collecte européenne. Ce sursaut a notamment permis aux laiteries de reconstituer leurs stocks (+50 000 t sur 12 mois), au plus bas début 2017.

Six pays ont réalisé l'essentiel des fabrications supplémentaires : l'Italie (+50 000 t), la Pologne (+40 000 t), l'Espagne (+38 000 t), le Royaume-Uni (+23 000 t), l'Allemagne (+15 000 t) et le Danemark (+12 000 t). Les fabrications néerlandaises ont à l'inverse reculé (-3%). Avec la France, ces huit pays réalisent 87% des fabrications européennes.

#### Croissance modeste de la consommation européenne

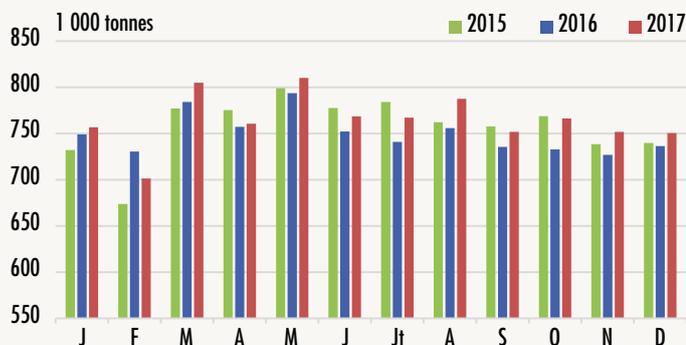
Calculée par bilan, la consommation européenne de fromages (toutes espèces) a progressé de +0,5% /2016, sensiblement plus que la population (+0,3%). Estimée à 19,0 kg par habitant en 2017, elle a ainsi gagné 100 g en un an (+0,2%) et +1,5 kg en dix ans.

#### Des exportations toujours dynamiques

En 2017, les exportations européennes de fromages ont progressé modérément (+4% à 826 000 t), après avoir rebondi en 2016 (+11%). Elles sont toujours dynamiques vers l'Asie de l'Est et de l'Ouest : +5% vers la Corée du Sud (45 000 t), +20% vers le Japon (95 000 t), +7% vers le Liban (20 600 t). En revanche, elles ont fléchi vers l'Arabie Saoudite (-10% à 40 000 t).

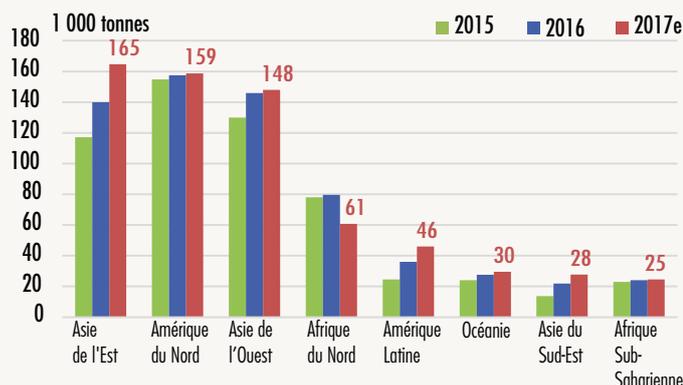
Elles ont cédé 1% vers les États-Unis (141 000 t), de loin la 1<sup>ère</sup> destination. Elles ont chuté vers l'Algérie (-13% à 23 700 t), vers l'Égypte (-38% à 13 600 t) et vers le Mexique (-31% à 12 200 t). Enfin, elles sont toujours au point mort vers la Russie.

#### FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

#### EXPORTATIONS DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS

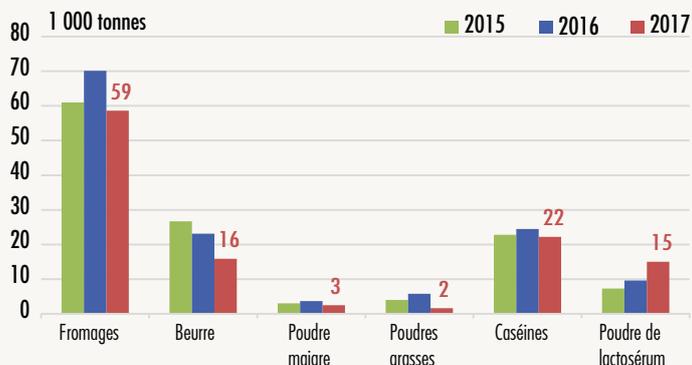


e = estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## COMMERCE EXTÉRIEUR 2017

L'excédent commercial de l'UE-28 a rebondi à 15,1 milliards € en 2017, grâce à la hausse du solde en volume, estimé à +18,1 millions de tonnes équivalent lait, et au redressement des cours de la matière grasse laitière.

### IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

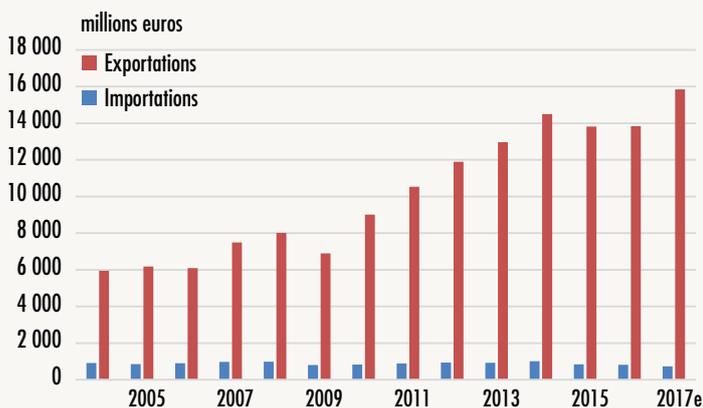
#### Des importations encore réduites

Déjà relativement faibles, les importations extra-communautaires de produits laitiers ont reflué 20% en volume en 2017. Estimées à 1,0 million de tonnes équivalent lait, elles ne couvrent que 0,7% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation. Les principaux produits importés sont les fromages, les caséines et beurre, respectivement 60%, 18% et 10% sur 700 millions €.

Les importations de fromages ont fléchi de 16% /2016, à 59 400 t, retombant sous le niveau de 2015 (61 500 t). 88% des volumes sont des fromages de garde suisses, stables d'une année sur l'autre. Le reste se répartit pour un tiers de fromages océaniques, volume divisé par 5 à 2 750 t, et deux tiers de fromages de multiples origines (Norvège, Serbie, Canada, États-Unis...).

Les importations de beurre ont rebondi de 18% à 9 000 t, après avoir été divisées par cinq entre 2014 et 2016. Elles proviennent pour 60% de Nouvelle-Zélande (flux stable), pour 25% d'Ukraine (flux x3,3 /2016) et pour le reste des États-Unis et de Norvège. Valorisant mieux son beurre ailleurs, la Nouvelle-Zélande n'a utilisé que 7% de son contingent de beurre à droit de douane réduit (77 000 t).

### LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE 28 AVEC LES PAYS TIERS

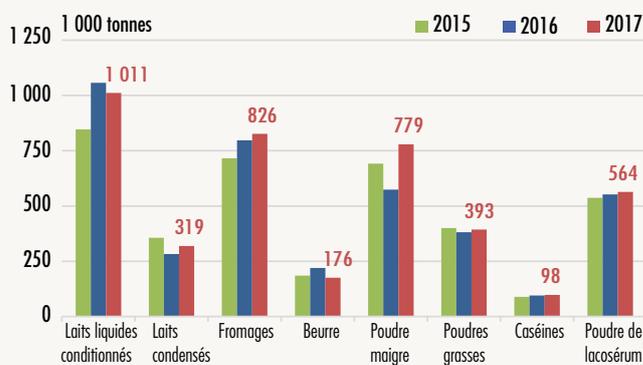


e = estimation  
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

## 15,8 milliards €

C'est la valeur des produits laitiers européens exportés en 2017

### EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

#### Rebond de la valeur des exportations

Estimées à 15,8 milliards d'euros en 2016, les exportations extra-communautaires ont rebondi de 17% en 2017, après avoir fléchi en 2015 et en 2016. Elles se composent pour 28% des ventes de laits infantiles, suivies des fromages (25%), des poudres de lait (10% poudre maigre et 9% poudres grasses), de la poudre de lactosérum (6%), des laits liquides et crèmes conditionnés (6%), du beurre (6%), des caséines (3%) et des laits condensés (3%).

#### Croissance régulière des volumes exportés

Les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé modérément en volume de produit comme en équivalent lait (+6% /2016). L'équivalent de 1,1 million de tonnes de lait sur les 2,8 millions de tonnes de lait supplémentaires collectées en 2017 a été exporté. Portées à 19,1 millions de tonnes équivalent lait, les exportations extra-communautaires ont ainsi écoulé 12% de la collecte européenne en 2017.

Premier poste en valeur, les exportations de laits infantiles ont progressé de 14% en volume à 542 400 t, grâce à la montée en puissance de nouvelles capacités de fabrication, notamment en France.

Les exportations annuelles de fromages ont battu un nouveau record, à 826 000 t (+4% /2016). Celles de beurre et de beurre anhydre ont en revanche fléchi de 20%, à 175 000 t, faute de disponibilités notamment d'avril à octobre.

Après avoir presque doublé entre 2013 et 2016, les expéditions de laits conditionnés ont reculé de 4%, à 1 011 000 t. Elles ont chuté de 8% en partance d'Allemagne (330 000 t) et ont marqué le pas au départ de France (215 000 t). Ces deux pays assurent plus de la moitié des expéditions extra-communautaires de laits conditionnés.

Les exportations d'ingrédients secs ont bondi sur pays tiers (+12%), essentiellement grâce au rebond des expéditions de poudre maigre (+36% à 779 000 t). Les exportations de poudres grasses, de caséines et de poudre de lactosérum ont faiblement progressé, de +2 à +3% /2016.

## 5

# L'INDUSTRIE LAITIÈRE

## Principaux événements de l'année 2017

En France, le mouvement de concentration marque le pas. Fait nouveau un opérateur états-unien prend pied sur le marché français dans le cadre d'un partenariat commercial avec le groupe Système U. Les investissements les plus importants concernent désormais les fabrications fromagères, ceux dans les ingrédients laitiers se tassent. Par ailleurs, les investissements restent limités dans les ultra-frais, secteur en crise de surproduction. Même chose en Europe du Nord et de l'Ouest où les transformateurs leaders continuent d'augmenter leur zone d'influence, de restructurer leurs outils et d'accroître leur capacité de fabrication dans une optique d'économie d'échelle.



### FRANCE

#### Une Fusion et plusieurs acquisitions

L'Union des coopératives d'affinage de Franche-Comté (**UCAFCO**), qui collecte 95 millions de litres de lait par an, devient sociétaire de **Sodiaal**.

**Les Maîtres Laitiers du Cotentin** acquièrent le fabricant de produits ultra-frais **Yéo** auprès de cette dernière.

Le groupe américain **Schreiber** reprend le site de **Bel** à Clery-Le-Petit (55). Le conditionneur de beurre **Loyez-Woessen** passe dans le giron du fonds **Sénevé Capital**. **Mifroma**, filiale du groupe suisse de distribution **Migros**, cède le fabricant de yaourts **Baïko** à deux investisseurs français. Le propriétaire du fabricant de yaourts **Péchalou** acquiert le spécialiste du yaourt au lait de brebis **Baskalia**. **Pierre Dischamp** rachète la fromagerie de la **Voueize**.

#### Lait liquide

**Les Maîtres Laitiers du Cotentin** mettent en service leur nouvelle usine de Méautis (50), où sont produites des briquettes de lait infantile liquide. En partenariat avec **Paprec**, la **Laiterie Saint Denis de L'Hôtel** se lance dans le recyclage de bouteilles en PET opaque. **Lactalis** dote son site de lait UHT de Clermont de Oise (60) d'une nouvelle unité de stockage.

#### Ultra-frais et crèmes glacées

**Andros** accroît la capacité de son usine de yaourts de Maromme (76). **Marie Morin** finalise un investissement de 3 millions € pour moderniser son site de desserts localisé à Quessoy (22). **Danone**

modernise l'usine de Villecomtal (32) moyennant 10 millions €. Il inaugure une nouvelle ligne de liégeois à Saint-Just-Chaleyssin (38) pour un montant de 12 millions €.

**Yoplait** met en service une ligne de desserts multicouches sur le site de Vienne (38). Le groupe américain **General Mills**, propriétaire d'**Häagen-Dazs**, annonce un investissement de 13 millions € pour accroître de 15% la capacité de son site de crèmes glacées à Tiffroy-lès-Mofflaines (62).

#### De nombreux investissements dans les fromages

**Fromabon** investit 1,2 million € dans l'extension de sa fromagerie localisée à La Cavalerie (12). **Vercors Lait** consacre 3 millions € à l'accroissement de son site de fabrication et de vente de Villard de Lans (38).

**Les Fromagers de Saint-Omer**, filiale du groupe italien **Granarolo**, agrandissent, moyennant 3 millions € sur trois ans, leur site de Campagne-lès-Wardrecques (62). **La Société laitière de Vichy** investit 2 millions € dans sa fromagerie de Saint-Just-en-Chevalet (42). **Bel** consacre 20 millions € pour développer son offre de fromages à base de lait de pâturage et de lait biologique. **La Fromagerie de la Lémance** investit 4,5 millions € pour accroître la capacité de son site de Montayral (47). **Les Fromageries Perreault**, filiale de **Savencia**, finalisent la construction d'une nouvelle unité de tranchage de fromages à Azé (53) moyennant 8 millions €. Début 2018, **La Société Comtoise de Spécialités Fromagères** investit 8 millions € à Louhans (71) pour doubler sa capacité de production. **Socopal** consacre 1 million € pour fabriquer de la mimolette dans

sa fromagerie localisée à Maroilles (59). **Milleret** dote son site de Charcenne (70) d'un atelier de cancoillotte, moyennant 1 million €.

## Pause dans les Ingrédients secs

Bonilait investit de 14 millions € sur le site de Chasseneuil du Poitou (86). Laïta inaugure ses nouvelles installations à Créhen (22), qui ont nécessité 80 millions €.

## Déploiement à l'international

**Bel** inaugure une nouvelle usine de Vache Qui Rit au Vietnam. **Andros** se lance dans la fabrication de produits ultra-frais en Inde, en

partenariat avec le groupe **Heritage Foods**. **Savencia** prend le contrôle de la fromagerie russe **Belebey**.

**Lactalis** acquiert les fromageries chiliennes **LaVaquita**, **Lácteos Kümey**, **Lácteos del Sur** et sa filiale **Mulpulmo** pour 94 millions €. Il reprend les actifs de la coopérative allemande **Omira** pour 27 millions €. Aux États-Unis, Lactalis rachète le fabricant de produits ultra-frais ethniques **Karoun Dairies** pour 115 millions €, puis le spécialiste des yaourts de type islandais **Siggi's** début 2018. Il s'implante en Chine en reprenant **Jiangzu Taizi Milk** pour un montant de 100 millions €. Enfin, début 2018 Lactalis attend l'approbation des pouvoirs publics brésiliens pour finaliser l'acquisition du groupe **Itambe**.

## EUROPE DE L'OUEST

**EN ALLEMAGNE**, **Frischpack** reprend le conditionneur de fromages **Baackes & Heimes**, tandis qu'**Almil** acquiert un ancien site d'**Hochwald** localisé à Weiding. **DMK** spécialise son usine de Strückhausen dans la fabrication de lait infantile et construit un nouvel entrepôt d'une capacité de 10 000 palettes à Zeven.

**Müller** investit 42 millions € dans la modernisation et l'agrandissement des capacités de stockage de son usine de produits ultra-frais d'Aretsried. **Bechtel** démarre la construction d'une troisième usine spécialisée dans la fabrication de beurre, de fromage frais et de lait UHT.

**Hochwald** construit un nouvel atelier de lait concentré à Thalfang et annonce son intention de porter la capacité de transformation de son usine d'Erfstadt de 400 millions à un milliard kg de lait par an. **Meierei Barmstedt** construit à Neumünster une nouvelle fromagerie d'une capacité de 35 000 tonnes par an. **Meierei Viöl** met en service une nouvelle usine de fabrication de crème et de lait concentré écrémé, suite à un investissement de 19 millions €. **Hipp** construit deux tours de séchage sur son site d'Herford. **Molkerei Niesky**, filiale de **Fude+Serrahn**, augmente de 50% la capacité de sa fromagerie. **Goldsteig** démarre la construction d'une nouvelle fromagerie à Stephansposching moyennant 50 millions €. **Ehrmann** accroît la capacité de son site de boissons lactées et desserts localisé à Oberschönneg. **Schwarzwaldmilch** se lance dans la fabrication de fromages sur son site de Freiburg, moyennant 8 millions €. Enfin, **Arla Foods** annonce un plan global d'investissements de 39 millions €, dont 19 millions € sont destinés à l'extension de son site de produits ultra-frais d'Upahl et 15 millions € à son usine localisée à Pronsfeld.

Les groupes allemands se déploient à l'international. **Hochland** acquiert le fabricant américain de cream cheese **Franklin Foods Holdings**, accroît la capacité de sa fromagerie russe localisée à Prokhorovskiy et prend le contrôle d'une autre fromagerie russe, localisée à Belinsky. **DMK** établit une joint-venture commerciale au Nigeria avec **Chellarams**, et planifie un agrandissement de son usine de fromages localisée en Russie, à Bobrov, moyennant 8 millions €. **Zott** acquiert l'importateur vietnamien **Delys**.

**EN AUTRICHE**, dix fromageries d'alpage s'associent pour créer **Tirol Pack**, un atelier de tranchage et conditionnement de fromages, qui nécessite un investissement de 17 millions €. **Nöm** construit un nouvel entrepôt de stockage à Baden et se dote de nouvelles installations de conditionnement de boissons lactées. **Berglandmilch** accroît la capacité de sa fromagerie de Voitsberg, moyennant 35 millions €. **Kärntner Milch** investit 8 millions € dans la transformation de lait bio. **Rupp** crée une joint-venture avec l'entreprise chinoise **DaChan Food** pour produire conjointement des produits laitiers à Tianjin, moyennant un investissement de 8 millions €.

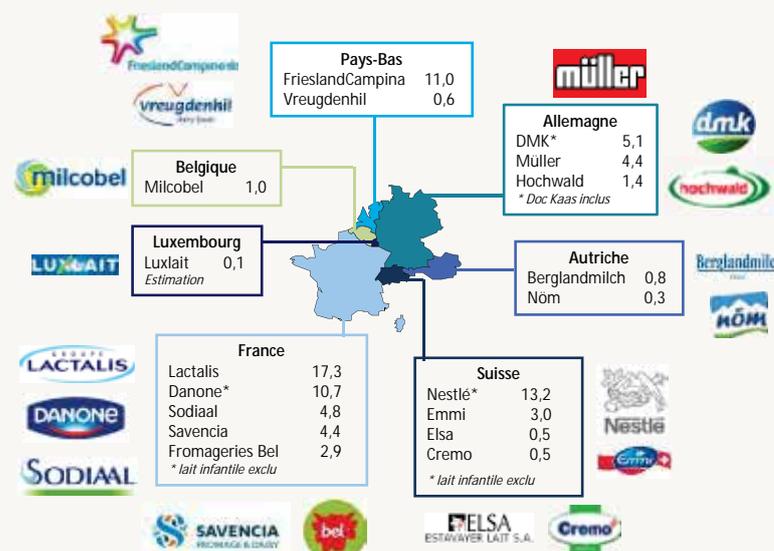
**AUX PAYS-BAS**, **FrieslandCampina** acquiert un centre d'affinage d'**A-Ware** localisé à Wankum, construit un nouveau centre de distribution à Meppel, annonce un plan d'investissement de 500 millions € dont la moitié sera affectée à ses installations néerlandaises, et cède **Riedel**, sa filiale spécialisée dans le conditionnement de jus de fruits.

**Hochwald** consacre 9 millions € à l'installation d'une nouvelle ligne de boissons lactées à Bolsward. **Vandersterre** acquiert le fabricant de poudre de fromages **Grozzette**, tandis que **Doc Dairy Partners** reprend le grossiste en fromages **Uniekaas**.

La nouvelle usine de produits infantiles d'**Ausnutria** à Heerenveen, qui a nécessité un investissement de 100 millions €, est désormais opérationnelle. **A-Ware** acquiert le fabricant italien de Parmigiano Reggiano **Il Re** et le spécialiste néerlandais de poudres de fromages **Prika**.

## LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2016 en milliard €



Source : CNIEL

# 5 LES TRANSFORMATEURS

**EN SUISSE**, **Elsa**, filiale du groupe de distribution **Migros**, porte sa participation de 34% à 60% dans **Schwyz Milchhuus**. **Biomilk** investit 9 millions € dans une nouvelle usine à Worb. En partenariat avec le groupe néerlandais **A-Ware**, **Aaremilch** construit une nouvelle fromagerie dans le parc naturel du Diemtigtal

moyennant 34 millions €. **Emmi** acquiert une participation de 40% dans l'entreprise brésilienne **Laticínios Porto Alegre**, et porte sa participation de 50% à 51% dans l'importateur mexicain de spécialités fromagères **Mexideli**.

## EUROPE DU NORD

**AU DANEMARK**, **Arla Foods** annonce un plan d'investissement global de 179 millions €, comprenant la rénovation de son usine de lait infantile d'**Akafa** (12 millions €), les accroissements de capacité de son site de transformation de lactosérum localisé à Videbæk (31 millions €), de son usine de mozzarella de Rødkæsbro (15 millions €) et de son atelier de cream cheese d'Holstebro (12 millions €). Il inaugure un nouveau centre de R & D à Aarhus, acquiert la laiterie **Endrup Andelsmejeri** et vend sa participation de 8% dans l'entreprise brésilienne **Vigor**.

**EN ESTONIE**, **Maag Grupp** acquiert le transformateur laitier **Tere**. **E-Piim** investit 15 millions € dans la construction d'une nouvelle fromagerie à Paide. Quatre coopératives agricoles investissent conjointement 50 millions € pour constituer une nouvelle structure de transformation laitière intitulée **MilkEst**.

**EN IRLANDE**, le groupe norvégien **Tine** annonce la construction d'un nouveau site de fabrication du fromage Jarlsberg près de Cork, moyennant 81 millions €. Plusieurs opérateurs inaugurent de nouvelles installations : **Lakeland Dairies** à Bailieboro, **Dairygold** à Mallow et **LacPatrick** à Artivagan dans l'Ulster.

**Glanbia Co-operative Society** réduit sa participation de 36,5% à 31,5% dans **Glanbia plc**. Ce dernier établit un partenariat avec les coopératives américaines **DFA**, **MMPA** et **Foremost Farms** pour construire une fromagerie et une unité de valorisation de lactosérum dans le Michigan. Il acquiert pour 181 millions € l'entreprise américaine **Amazing Grass** et l'opérateur néerlandais **Body and Fit**.

**EN LETTONIE**, le groupe allemand **Fude+Serrahn** acquiert 75,1% du capital du fromager **Latvijas Piens**. **Food Union** investit 11 millions € pour regrouper ses fabrications de produits laitiers frais et de crèmes glacées dans une seule usine localisée à Riga.

**EN LITUANIE**, **Fonterra** acquiert 10% du capital de **Rokiskio Suris** pour 10 millions €.

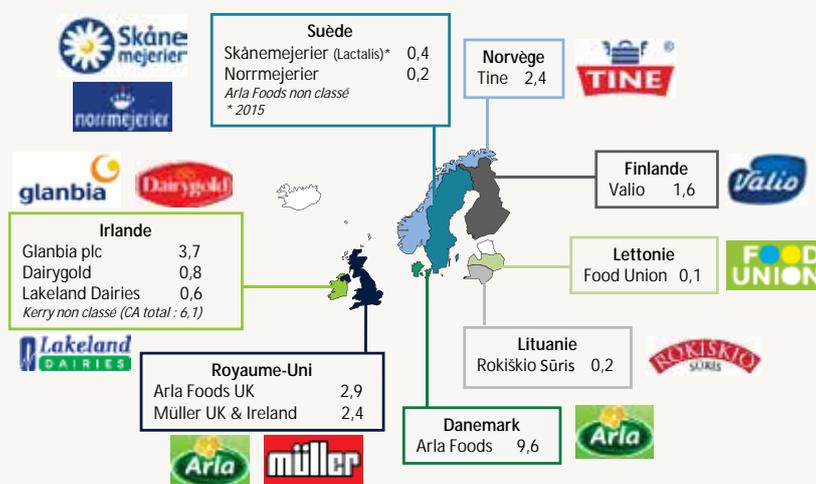
**EN NORVEGE**, **Q-Meieriene** étend de 6 300 m<sup>2</sup> la taille de son usine localisée à Klepp.

**AU ROYAUME-UNI**, **Arla Foods** annonce un montant global d'investissements de 44 millions € dans ses différentes usines britanniques, notamment celles localisées à Taw Valley (extension de capacité dans les fromages), Stourton (boissons lactées), Aylesbury (lait frais), Westbury (beurre) et Oakthorpe. **Ornuo** acquiert le spécialiste des ingrédients fromagers **FJ Need Foods**. **Tomlinson's Dairies** accroît la taille de son site de conditionnement de lait frais localisé à Wrexham, moyennant 25 millions €.

**EN SUEDE**, **Arla Foods** fusionne avec **Gefleortens**, et annonce un montant global d'investissements de 38 millions €, qui concerne notamment ses usines localisées à Jönköping, Linköping et Vimmerby. Le groupe norvégien **Kavli** acquiert la marque de lait fermenté **Bollnäsfil** auprès de **Gefleortens**.

### LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2016 en milliard €



Source : CNIEL

## EUROPE DU SUD

**EN ESPAGNE**, Valle de Odieta investit 50 millions € dans la construction d'une ferme de 20 000 vaches laitières sur 3 000 hectares dans la région de Saragosse. **Queserías Entrepinares** agrandit les capacités logistiques de son site de Valladolid, moyennant 20 millions €. **Iilas** installe pour 5 millions € deux nouvelles lignes de fabrication de fromages au sein de son usine de Fresno de la Ribera. **TGT** investit 20 millions € dans la construction d'une nouvelle fromagerie à Vizcaya.

**Danone** met en place une nouvelle ligne de conditionnement de Danette sur son site de Tres Cantos pour un montant de 10 millions €. **Andros** annonce un investissement de 14 millions € dans ses usines de produits ultra-frais de La Serna et de Arenas de Iguna. **Iparlat** investit 8 millions € sur son site de Renedo de Pielagos pour conditionner du lait liquide dé lactosé.

**EN ITALIE**, **Agrial** rachète le fabricant de produits ultra-frais **Bontà Viva** auprès de **Senoble**. **Latterie Vicentine** se renforce sur le marché de l'Asiago via l'acquisition de **Latteria sociale Montebello**.

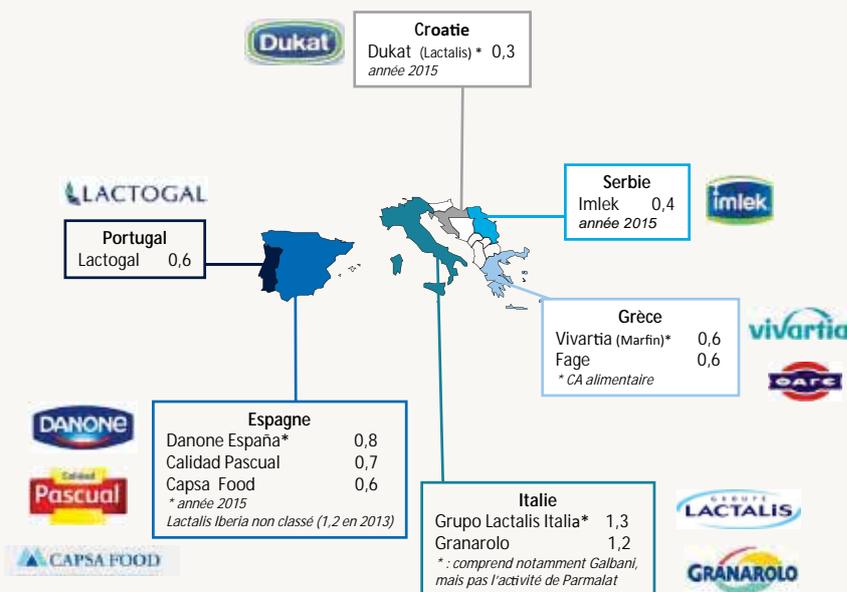
Le groupe suisse **Emmi** prend le contrôle du fabricant de desserts **Italian Fresh Foods**, et cède à **Granarolo** sa participation de 24% dans **Venchiaredo**. **Centrale del Latte di Brescia** installe une nouvelle ligne de lait UHT en bouteille PET. **Granarolo** investit 5 millions € dans la fabrication de lait appauvri en lactose au sein de son usine localisée dans les Pouilles.

**Latteria Soresina** accroît sa position de leader sur le marché du Grana Padano en reprenant **Brescialat**.

**EN GRECE**, le groupe italien **Granarolo** prend le contrôle de l'importateur grossiste **QBI**. **Evol** finalise un investissement de 6,5 millions € dans un nouveau site de conditionnement de lait de vache et de chèvre.

### LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD

Chiffre d'affaires en 2016 en milliard €



Source : CNIEL

## EUROPE DE L'EST

**EN HONGRIE**, **Alföldi Tej** investit 39 millions € dans une nouvelle usine de fromages et d'ingrédients laitiers à Debrecen.

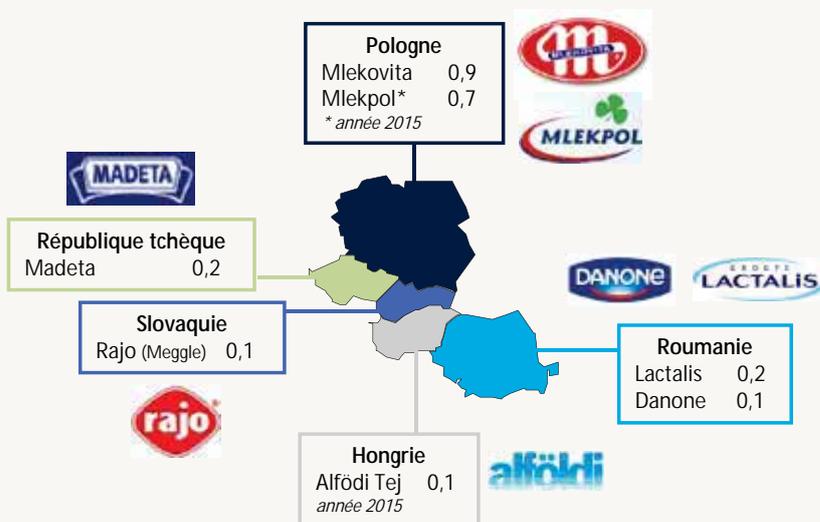
**EN POLOGNE**, **Polmelk** inaugure à Lidzbark Warminski sa nouvelle usine de traitement de lactosérum. **Danone** finalise un projet de modernisation de son site de Bierun, qui induit la création de 220 emplois.

**EN ROUMANIE**, Le conseil de la concurrence approuve l'acquisition de **Lactate Harghita** et de **Covalact** par **Lactalis**. **Agroserv Mariuta** investit 5 millions € dans la construction d'une nouvelle laiterie à Draogesti.

**EN SLOVAQUIE**, **Agro Tami** investit 12 millions € dans la fabrication de camembert à Senica.

### LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST

Chiffre d'affaires en 2016 en milliard €



Source : CNIEL

# LES PRÉVISIONS 2018

## Production européenne relancée

Grâce à un cheptel rajeuni, la production laitière européenne devrait progresser au 1<sup>er</sup> comme au 2<sup>nd</sup> semestre, à un rythme annuel proche de celui de 2017. Le prix du lait restera probablement stimulant dans presque tous les pays membres. Il devrait peu évoluer d'une année sur l'autre, la très bonne valorisation de la matière grasse atténuant, comme en 2017, la médiocre valorisation des protéines laitières. Plus globalement l'UE-28 conforterait son rôle central dans l'équilibre des marchés des ingrédients laitiers. Elle devrait accroître ses exportations sur un marché mondial où l'Argentine et l'Océanie, confrontées à des aléas climatiques, céderont des positions.



### EUROPE 2017

#### BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN DU LAIT DE VACHE

	2014	2015	2016	2017e	2018p	2018/17
<b>Vaches laitières en décembre (millions de têtes)</b>	23,6	23,6	23,5	23,3	23,1	-0,8%
<b>Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)</b>						
Production laitière	160	163	163	165	168	+1,5%
Collecte laitière	149	153	153	156,2	159,3	+2,0%
Variation de stock	+1,5	+1,2	+0,2	+0,1	+0,1	
Importations	1,5	1,1	1,2	1,0	1,0	=
Exportations	17	18	18	19,1	20,5	+7%
Utilisation européenne	143	145	146	146,8	148,0	+0,8%
<b>Fabrications (1 000 tonnes de produits)</b>						
Fromages	9 702	9 950	10 148	10 351	10 558	+2%
Beurre	2 120	2 190	2 200	2 200	2 280	+4%
Poudres de lait	2 370	2 475	2 495	2 479	2 570	+4%
Poudre de lactosérum	2 200	2 100	2 050	2 095	2 150	+3%

e : estimations  
p : prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, Douanes et prévisions propres

### Cheptel européen plutôt étoffé

En 2017, le cheptel laitier européen a baissé de 0,9%, davantage qu'en 2016, essentiellement en raison de la contraction brutale du cheptel néerlandais (-7% /2016) pour cause de mises aux normes environnementales. Hormis aux Pays-Bas, le potentiel laitier a été globalement maintenu, grâce à l'amélioration de la conjoncture laitière : les troupeaux de vaches ont été rajeunis et les effectifs de génisses de renouvellement sont étoffés. Après avoir progressé en 2016, les cessations laitières ont visiblement été moins nombreuses en 2017.

En 2018, l'évolution du cheptel laitier dépendra bien entendu de l'évolution de la conjoncture laitière qui s'annonce plutôt bonne. En France et en Allemagne, il pourrait s'éroder au même rythme qu'en 2017, respectivement de -0,8% et -0,4% en un an. D'un côté le rythme des cessations se maintiendra et de l'autre les agrandissements seront probablement plus progressifs et moins systématiques. Après deux années de crise, l'amélioration des trésoreries redonne des perspectives et relance les projets. Toutefois les nouveaux investissements seront probablement plus modérés : les éleveurs étant plus prudents et les banques plus exigeantes. En Irlande, le cheptel continuera de s'étoffer. Au Royaume-Uni et en Pologne, il pourrait se stabiliser.

Aux Pays-Bas, le cheptel laitier baissera encore, plus ou moins vite selon la décision de la Commission sur la dérogation à la directive nitrates, arrivée à échéance fin 2017. Si elle est reconduite, les éleveurs devront encore réduire leur troupeau pour se mettre en conformité avec

## EUROPE 2018

le nouveau système de quotas de déjections de phosphate basé sur l'effectif de bovins présent au 2 juillet 2015 avec une décote de 5%. Auquel cas, le cheptel national pourrait reculer de 65 000 à 70 000 vaches en 2018 (-4%). Si la dérogation à la directive nitrates n'était pas reconduite, les Pays-Bas pourraient amputer encore bien davantage leur cheptel national, car le plafond d'épandage serait alors ramené de 230 à 170 unités d'azote organique par hectare.

Le pire n'étant pas le plus probable pour les Pays-Bas, nous retenons l'option d'une baisse modérée du cheptel laitier néerlandais, auquel cas le cheptel européen perdrait 175 000 vaches, ce qui le ramènerait à 23,1 millions de têtes fin 2018 (-0,8% /2017).

### Collecte croissante dans la plupart des États membres

Relancée au 2<sup>nd</sup> semestre 2017, la production européenne progressera plutôt fortement au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, par rapport au niveau contenu début 2017, probablement moins vite ensuite. Le prix du lait restera incitatif au 1<sup>er</sup> semestre, même s'il marque le pas par rapport au très bon niveau du 2<sup>nd</sup> semestre 2017, se situant au-dessus du niveau de l'an dernier à pareille époque.

La collecte progresserait dans presque tous les pays membres. La croissance sera aussi forte qu'en 2017 en Irlande, en Pologne et au Royaume-Uni, sous réserve de bonnes conditions climatiques au printemps. Elle sera plus modérée en Allemagne et en France, dans la moyenne de l'UE-28. La production sera au mieux stationnaire aux Pays-Bas, mais aussi en Finlande, en Suède et en Hongrie. En somme la production européenne pourrait progresser de 2% à 2,2% /2017 au 1<sup>er</sup> semestre.

Au 2<sup>nd</sup> semestre, la croissance de la collecte européenne continuerait à un rythme qui dépendra de l'évolution du prix du lait. Dans l'hypothèse, fort probable, d'une demande internationale en produits laitiers toujours bien orientée et d'une offre laitière plutôt modérée dans les autres grands bassins exportateurs (États-Unis, Mercosur, Océanie), les marchés des ingrédients laitiers pourraient connaître la même trajectoire qu'en 2017 : nouvelle flambée des cours du beurre et dépression prolongée de celui des protéines laitières. Auquel cas, le prix du lait payé aux éleveurs retrouverait le même bon niveau qu'au 2<sup>nd</sup> semestre 2017. À titre indicatif, le prix de base du lait standard se situerait entre 340 et 350 €/1 000 litres en France. Dans un tel scénario, le rythme de croissance de la collecte laitière se maintiendrait dans la plupart des États membres.

En somme, la collecte annuelle de l'UE-28 progresserait de 2% /2017, avec une croissance toujours forte en Irlande (+8%) et en Pologne (+5%), modérée dans la plupart des pays membres (entre +2 et +3%),

plus modeste en France et dans les pays baltes (+1 à +1,5%), nulle aux Pays-Bas.

### Position renforcée sur le marché mondial

Le supplément de collecte européenne, prévu à 3,1 millions de tonnes de lait, serait essentiellement transformé en fromages (+2% /2017), en beurre et en ingrédients laitiers (+4%) ; les fabrications de produits de grande consommation progressant faiblement.

Les fabrications supplémentaires seraient pour une bonne moitié (55%) commercialisées sur le marché européen et pour une petite moitié (45%) exportées sur les pays tiers. La consommation européenne évoluerait de +0,8% à 148 000 tonnes équivalent lait grâce à une hausse de 0,5% par habitant à 288 litres et à la progression démographique (+0,3%).

Les exportations de produits laitiers atteindraient 20,5 millions de TEL, si bien que l'UE-28 supplanterait la Nouvelle-Zélande en volume de lait exporté. Les exportations de fromages seraient toujours aussi dynamiques. Celles de beurre remonteraient à plus de 200 000 t grâce des fabrications croissantes de beurre/poudre maigre. Celles de poudre maigre pourraient progresser aussi avec des disponibilités (fabrications + stocks) aussi abondantes qu'en 2017. Cependant l'ampleur des exportations de poudre maigre dépendra notamment de la politique de gestion des stocks d'intervention par la Commission européenne. En 2018, les déstockages s'annoncent limités, sauf débouché alternatif par exemple dans l'alimentation animale (option coûteuse), de même que les entrées. Les achats à l'intervention se feront au compte-goutte sous forme d'adjudication, le plafond de 109 000 t au prix d'intervention ayant été désactivé. Cette option neutralise l'emploi de l'intervention dans un contexte où la très bonne valorisation de la matière grasse laitière compense la dépréciation des protéines laitières.

### Un équilibre des marchés difficile à prévoir

En conclusion, nous ne pouvons exclure une croissance plus forte de la production laitière européenne ou/et une reprise plutôt dynamique de la production laitière dans l'hémisphère Sud au 2<sup>nd</sup> semestre. De tels scénarii détendraient plus ou moins le marché de la matière grasse, mais plomberaient davantage celui des protéines laitières. De même des incidents climatiques, diplomatiques ou économiques, par définition non prévisibles, peuvent intervenir et affecter l'équilibre des marchés dans un sens ou dans un autre. L'année 2018 s'annonce encore pleine d'incertitudes...



DOSSIER ANNUEL

# BOVINS LAIT

Année 2017  
Perspectives 2018

N°486  
18 €

# Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES  
DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE  
(GEB)

## Dossier annuel Bovins viande 2017.

Perspectives 2018. N° 485 - Janvier 2018

**Dossier Chine.** Filière laitière - N°484 -  
Décembre 2017 (à paraître)

**Dossier Nouvelle-Zélande.** Filière laitière  
N°483 - Novembre 2017 (à paraître)

**La filière lait bio en Europe.** - N°482 -  
Octobre 2017 (à paraître)

**Dossier Nouvelle-Zélande.** Secteur ovin -  
N°481 - Septembre 2017

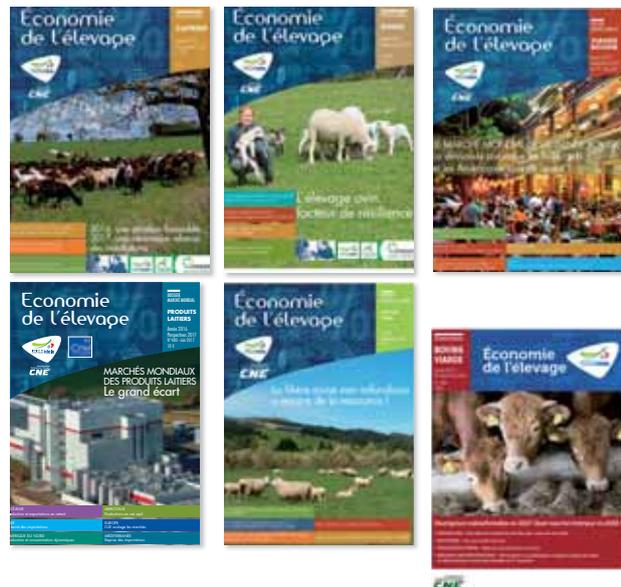
**Dossier marché mondial des produits  
laitiers 2016.** Perspectives 2017. N° 480 -  
Juin 2017

**Dossier marché mondial viande bovine  
2016.** Perspectives 2017. N° 479 - Mai 2017

**Dossier annuel Ovins 2017.** Perspectives 2017.  
N° 478 - Avril 2017

**Dossier annuel Caprins 2017.** Perspectives  
2017. N° 477 - Mars 2017

**Dossier annuel Bovins lait 2016.** Perspectives  
2017. N° 476 - Février 2017



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez (mariposarts@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : ©couverture CHELSLY \_ CNIEL - ©P2-3-4-5 DR Institut de l'Élevage - ©P3 CNIEL\_S\_FRAISSE - ©P4 la Bergerie de Villarceaux - Patrick Monin -

©P5 FranceAgriMer - ©P12Credit Photo\_Lye\_Fotolia - ©P13 VA et VL\_Credit Photo\_Coutausse\_Cniel - ©P18 Lucie Page -

©P19\_Montbéliardes\_Boisdon\_CreditPhoto\_DRV - ©P20 GEDC0517 - ©P21 Troupeau\_C MAIGRET- ©P22 P.DUREUIL\_CNIEL - ©P32 CNIEL\_S\_FRAISSE -

©p36 Cyril Novello \_ FlickrR - ©P37 A Ploumilliau \_ Credit Photo \_ melina1965 \_ FlickrR -

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0018501008

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération  
Nationale de l'Élevage  
**CNE**